

C * E * R * M * A * T * A * R * I *
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

LA VERITE
45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.
Hebdomadaire
Prix du numéro : 50 centimes.

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

ABONNEMENTS

France et Colonies :
6 mois : 13 frs. 1 an : 25 frs.
Etranger :
6 mois : 20 frs. 1 an : 35 frs.
Chèque postal : P. Frank 136.855.

La crise et la nouvelle équipe de la bourgeoisie

Les socialistes soutiennent le ministère Barthou-Steeg

Le chargé d'affaires provisoire, Steeg, a consacré une partie de sa déclaration ministérielle — en réalité, la principale — à la crise économique mondiale, dont les répercussions ébranlent déjà sérieusement les formations politiques de la démocratie bourgeoise. « Cette crise exige un effort de redressement d'autant plus énergique, dit-il, qu'elle coïncide avec la hausse croissante de nos prix de revient et du coût de la vie... »

La pression des fractions les plus actives et les plus puissantes de la bourgeoisie donnera bientôt son plein sens à cette déclaration déjà non équivoque. Les conditions précaires d'existence du gouvernement Steeg, sa formation et son personnel placent son activité sous le contrôle des fractions puissantes du capitalisme. Sa situation parlementaire ne fait que refléter l'activité dans la crise de ces fractions et la position devant elles des couches moins concentrées et moins organisées du capital, de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et d'une partie du prolétariat. Pour ces dernières, le concours infâme apporté par les chefs socialistes à un ministère composé d'ennemis éprouvés de la classe ouvrière et soumis par avance aux volontés de la bourgeoisie de combat, démontre pour la France après les autres exemples européens, comment la crise économique et politique précipite la social-démocratie dans les bras de la bourgeoisie.

Comment la bourgeoisie contraindra le ministère, si elle le laisse subsister, le Temps l'indique « Le programme de redressement économique, de paix européenne, de sécurité nationale, de tranquillité intérieure, qui était en somme sous une nouvelle forme, celui du ministère Tardieu, contrastait trop étrangement avec les troupes qui se groupent autour de lui pour qu'on put lui attribuer une valeur réelle. Aujourd'hui la déclaration subsiste et il appartient au gouvernement de faire qu'elle ne soit pas un leurre », et puis « L'intérêt du gouvernement est de mettre ses actes d'accord avec son programme ».

Le gouvernement Steeg-Chéron-Leygues-Barthou-Sarraut, soutenu par les socialistes, est déjà engagé naturellement dans cette voie. A sa première sortie parlementaire, face au docile troupeau socialiste, Steeg rassura les représentants du patronat. « La crise, dit-il, a pour cause, une disproportion entre la consommation et la production... »

« Faut-il donc pour y remédier, recourir à une organisation mécanique de l'Etat, concentrant et répartissant? Cette conception n'est pas la nôtre, car nous n'acceptons pas que l'individu soit absorbé par la collectivité... Et il avait dit quelles sont les collectivités dont il approuvait l'intervention pour concentrer et répartir. « L'Etat et ses représentants doivent sans cesse faire appel à la consultation des intérêts, à la collaboration des compétences... — Le perfectionnement du conseil national économique est une nécessité... » Les organisations patronales, le capital organisé, c'est évidemment les collectivités auxquelles les individualités bourgeois reconnaissent le droit d'absorber les individus. Avec le soutien socialiste.

Appliquer les solutions de la bourgeoisie dans la crise. Et les solutions, « sous une autre forme », ébauchées par l'équipe Tardieu, c'est la perspective impérialiste tracée par les formations les plus fortes de la bourgeoisie au ministère. A la première heure, le plan d'outillage national et les emprunts coloniaux. Le cheur des intérêts économiques appelle le ministère à reprendre sans tarder l'héritage de Tardieu. Et Steeg dans sa déclaration a annoncé « la poursuite de la mise en valeur des colonies » et l'amélioration de la technique agricole.

Mais ces mesures importantes ne constituent pas, dans le développement de la crise, une politique générale suffisante pour la bourgeoisie. Cette politique générale elle est bien connue; Steeg la désigne quand il souligne que c'est la « hausse des prix de revient » qui exige l'effort de redressement. Énergie. Et s'il a précisé qu'il était content et réparti — toutes préventions sur l'éventualité d'une intervention de l'Etat de classe contre les intérêts capitalistes — il a ajouté : « Est-ce à dire que nous devons rester inertes devant cette situation économique? ». Non, le ministère Steeg n'a pas l'intention de laisser les forces de l'appareil étatique inertes dans la crise. La nécessité et le sens de son intervention lui seront précisément indiqués. Dans l'Information du 18 Décembre, l'auteur paténiat analyse la crise : « Ce que l'on peut, cependant, estimer, c'est que les conditions sont devenues moins bonnes qu'autrefois pour l'industrie française. La hausse des salaires a été notable en France depuis 1926 ou 1927... », et le dévoué professeur conclut « Il y a là un état de choses qui mérite d'attirer l'attention des pouvoirs publics français ».

Les perspectives des pouvoirs publics français pour conjurer « la hausse des prix et le coût de la vie » dont le sort est spécieusement lié pour leur les travailleurs par toutes les bourgeoisies, elles sont tracées : les sentences arbitraires de Brüning et les abaissements fétifs des prix de détail, l'offensive de Mussolini contre les salaires et les traitements et l'attaque dérisoire contre le prix de la vie, les réductions de salaires de l'Angleterre travailliste et l'enquête ouverte par le département de la Justice de Washington. Quelques mesures inférieures des bourgeoisies pour assainir, pour rationaliser les coupes sombres produites par la crise — mais surtout, les mesures générales contre la classe ouvrière pour assurer à

La bourgeoisie attaque le régime politique

Six camarades sont jetés au droit commun à la Santé

Le régime politique des emprisonnés n'est même plus toléré par la bourgeoisie. Déjà depuis longtemps des camarades condamnés pour des articles, pour la vente de journaux communistes, etc... étaient jetés au droit commun. Steeg, à peine installé au pouvoir par les socialistes, vient de faire jeter au droit commun 6 camarades emprisonnés politiques.

Ce sont Poupon, Tao, Perrouaut, Varagnat, Galopin, Denys. Tao a été arrêté lors de la manifestation de protestation des camarades indochinois devant l'Elysée, et ensuite inculpé dans le « complot ».

Steeg donne vite des gages au patronat exploiteur. Au moment où la crise s'élargit en France, où le chômage se développe, il montre qu'il est et veut être aussi un gouvernement « à poigne ». Il supprime brutalement le régime politique pour six emprisonnés communistes, au moment où sa commission d'enquête sur l'affaire Oustric traite avec des gants les ministres concussionnaires, les ambassadeurs et autres intermédiaires véreux.

Voilà les gens que soutiennent les socialistes! Blum et compagnie ont voté pour Steeg! Ils se sont faits par là les pourvoyeurs du droit commun. Renaudel, à la commission d'enquête, est toutes grâces pour Péré et sa suite d'escrocs; mais il ne

Pour la conférence nationale de l'Opposition Unitaire

« Sauvons la C.G.T.U. », tel était le mot d'ordre qui a été à l'origine de la constitution de l'Opposition unitaire au mois d'avril 1930.

A ce moment chez un assez grand nombre de camarades l'opinion prédominait qu'il s'agissait de sauver la C.G.T.U. beaucoup plus contre la direction Monmousseau-Gitton que contre le Comité pour l'Indépendance absorbé — malgré sa politique fautive — comme un bien moindre danger. A cet point qu'il se trouvait dans l'Opposition unitaire, des camarades qui inclinaient vers une entente, vers un bloc même, de l'O.U. avec le C.I.S.

Aujourd'hui, à la veille de la Conférence nationale de l'O.U., il est facile aux militants de l'O.U. de se rendre compte de quel prix ils auraient payé une entente avec le C.I.S. Il est clair maintenant pour tout militant révolutionnaire que sauver la C.G.T.U. ce n'est pas seulement lutter contre la politique de la bureaucratie stalinienne, mais aussi — et sans ambiguïté — contre les entreprises de désagrégation de la C.G.T.U. que sous couleur d'unité syndicale, le C.I.S. mène de concert avec Dumoulin.

On reconnaît que ce n'est pas d'hier que les oppositionnels de gauche se dressent contre le C.I.S. La Ligue Communiste et le Vénus ont systématiquement démasqué le réformisme du C.I.S. camouflé par les phrases révolutionnaires.

On se rappelle — c'est d'hier! — la position du C.I.S. dans les grèves du Nord. Il était prêt de souligner les incohérences de la politique des stalinistes dans la question des A.S., leur incapacité manifeste de réaliser le front unique dans la lutte des dizaines de milliers de combattants du Nord, mais qui apportait, que proposait le C.I.S.?

Surpris, débordé lui-même par les grandes grèves du Nord, le C.I.S. en a été réduit aux éléments traditionnels pour l'Unité syndicale et cela alors que les chefs réformistes du Nord traquaient ouvertement les grévistes. De laquelle, de son détriment la position de sa bourgeoisie nationale sur le marché.

Face à ces renforcements de la main-mise des bourgeoisies nationales sur leurs exploités, les intérêts temporaires et historiques du prolétariat les appelle à un front unique. La vigueur et la puissance d'action de ce front ouvrier, la puissance de son intervention à travers les perturbations économiques et les ébranlements politiques, dépendent du renforcement des positions de son Internationale révolutionnaire, de H. C. En France, et aussi, les couches petites bourgeoisies liées aujourd'hui à la politique gouvernementale seront agitées, dans le développement de la crise, de remous violents. C'est de la force acquise par le parti communiste que dépendra leur orientation. Les fractions de la bourgeoisie seront-elles aussi ébranlées par des contradictions d'intérêt.

Au parti communiste et à la C.G.T.U. il revient, par une politique active et cohérente, de mobiliser les forces prolétariennes, de constituer et de fortifier le front ouvrier qui s'opposera à la manœuvre de la bourgeoisie, en combattant à travers le dénouement de la crise, chacune de ses opérations : contre le chômage total, contre le chômage partiel, contre toute diminution de salaires, pour le raccourcissement de la journée de travail, pour le bloc des ouvriers français et étrangers.

F. Gérard.

trouvera pas un mot pour s'élever contre la répression accrue de Steeg-le-Marocain. Les socialistes jouent et joueront ici leur rôle de soutiens de la bourgeoisie. Dans ce sens il font un pas de plus. Il votent pour un ministère de réaction « démocratique » — Barthou, Leygues, Chéron etc... — dont un des premiers actes consiste à rassurer le patronat sur sa volonté de répression.

Les communistes doivent alerter le prolétariat sur ce nouvel exemple. Le régime politique doit être maintenu. Il faut protester dans les réunions ouvrières, il faut faire reculer le gouvernement!

Les Péré, Vidal, Besnard, tout le haut gratin, les ministres, le candidat à la présidence de la République Péré, sont traités avec tous les honneurs devant une commission de blanchissage — mais les prolétaires révolutionnaires sont enfermés au droit commun; les lectures, les visites, leur sont supprimées.

Et tout cela, ce sont les socialistes qui le couvrent. Aujourd'hui ils soutiennent la répression de Steeg-Barthou. Demain ils soutiendront celle de Tardieu, avant d'essayer de devenir — mais le prolétariat communiste les en empêchera, les Noske français.

Dans le parti, dans les syndicats, intervenez pour une protestation énergique contre l'abolition progressive du régime politique!

proposition concrète, point. C'est ainsi que ceux qui prétendent réaliser l'Unité en s'inspirant de la lutte de classes, faisaient pratiquement le jeu du réformisme.

Au contraire, l'opposition unitaire si elle n'a pu, faute de moyens, propager comme elle le désirait, auprès des ouvriers ses propositions d'action et la tactique que Cornette a défendue au comité de grève d'Halluin, a montré tout de même clairement (La suite page 3.)

Aux ouvriers communistes!

Il y a dix ans à Tours se produisit la scission dans le parti socialiste. La majorité adhéra à la III^e Internationale.

Un formidable élan d'enthousiasme portait le prolétariat français aux côtés de la Révolution d'Octobre, du régime des Soviets, et son élite déclarait faire siens les principes et les méthodes qui permirent aux Bolchéviks de mener le prolétariat russe à la victoire contre le capitalisme.

La scission de Tours marque une étape importante dans le développement du mouvement ouvrier français. Elle donna naissance au Parti communiste, à l'organisation qui se fixait pour tâche d'élever la conscience de classe des travailleurs, de les organiser, de les guider dans les luttes contre la bourgeoisie jusqu'à la victoire finale.

Pour commémorer un événement aussi important de l'histoire du prolétariat français, pour rappeler les luttes pénibles qui, après Tours, s'imposèrent afin de donner un contenu communiste au Parti qui portait ce nom et de détruire les survivances social-démocrates, pour rappeler aussi les graves fautes qu'il a faites pendant ces dernières années perdant la confiance de nombreux travailleurs, pour déterminer dans la situation présente de crise économique ce que doit faire le Parti afin de regagner la confiance des travailleurs, pour travailler au redressement, au renforcement du Parti communiste.

La Ligue appelle les ouvriers communistes à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 28 Décembre à 15 h., Salle de la Jeunesse Républicaine du 3^e, 10, rue Dupetit-Thouars (métro Temple).

Allocutions de nos camarades Bernard et Cornette.

Après les élections au conseil supérieur des cheminots

Les réformistes gagnent du terrain

Dans le dernier numéro de la Vérité sur la base des résultats fragmentaires que nous possédons nous avons déjà indiqué que les élections au Conseil Supérieur constituaient un échec sérieux pour la Fédération unitaire. Nous parlions d'une perte de 25.000 voix. Nous étions, hélas! bien au-dessous de la vérité.

L'humanité a enfin pu publier les résultats définitifs des élections. En 1928, ils étaient publiés en première page, sur trois colonnes. Cette année, on les a relégués en quatrième.

L'humanité, si elle ne peut masquer l'échec, s'efforce d'embrouiller la comparaison. La voici brutale :
1928; Unitaires : 452.663 voix; Confédérés : 97.305.
1930; Unitaires : 442.448 voix; Confédérés : 110.710.

C'est donc une perte de 40.000 voix pour les unitaires, un gain de 13.000 pour les confédérés.

Sans doute, il y a une diminution des inscrits. 431.574 en 1928 et, seulement 422.668 en 1930. Admettons que ce soit tous des voix unitaires. Il reste pour eux-je 40.000 voix de perdues. Nous avons déjà vu la semaine dernière les pitoyables explications de Jacques Tournemaine à sa suite s'être employé à masquer l'échec unitaire.

Il veut mettre en évidence le fait que les unitaires ont le plus grand nombre de voix. Ce n'est plus qu'un jeu puéril quand la différence n'est plus que de 1.700 voix. Ce qui ressortait aux élections de 1928, c'est que la masse des cheminots était derrière la Fédération unitaire, dont la supériorité était écrasante. Ce qui ressort en 1930, c'est que désormais réformistes et unitaires se partagent également l'influence.

Tournemaine parle d'un plus grand nombre d'abstentions. En 1928, il y en avait 79.000. En 1930, il y en a 93.000 soit 14.000 de plus. Il prétend que ces abstentions proviennent de camarades partisans de la rupture immédiate et l'appiquant de suite. C'est pour le moins quelque peu sur-tout étant donné le terrain sur lequel la Fédération unitaire appelait les cheminots à voter. Il est beaucoup plus exact de dire que ces abstentions proviennent de camarades qui ne veulent plus appuyer la politique de la Fédération unitaire et qui ne veulent pas appuyer celle des confédérés.

Le troisième argument de Tournemaine porte sur la façon dont les confédérés ont accru leurs voix et il cite l'appui que leur a donné l'amicale des chefs de gare. Sans nul doute les confédérés ne menagent pas leurs compromissions. Mais il s'agit là de catégories bien spéciales et l'argument vaudrait si les confédérés n'accroissaient leurs voix que dans ces catégories. Or c'est dans toutes les catégories qu'il faut noter le recul unitaire et l'avance confédérée. Cet argument ne vaut donc pas mieux que les autres.

Le quatrième concerne les minoritaires qui auraient fait voter pour les confédérés ou préché l'abstention. Ici nous n'avons jamais été tendres pour la politique de la minorité et nous avons montré où elle conduisait. Mais dans cette question même l'argument de Tournemaine est purement démagogique. L'attitude du bureau fédéral à l'égard des minoritaires a été provocatrice mais, exception faite de groupes isolés, ceux-ci ont voté pour les candidats de leur fédération. Tournemaine comme argument invoque le fait, qu'en 1930 il y a sur l'Etat 52.082 votants contre 62.806 en 1928. Résultat, dit-il, du travail minoritaire.

Mais pourquoi Tournemaine ne constate-t-il pas en même temps qu'il y avait en 1928 sur son propre réseau 56.919 votants dont 23.429 pour les unitaires. Il n'y a plus que 19.006 voix unitaires. Combien de votants? Résultat de quel travail ici?

Et ce n'est que pure phraséologie que d'écrire comme Tournemaine que notre fédération a toujours une forte influence, qu'il faut matérialiser ces résultats par l'adhésion des camarades qui ne sont pas dans les syndicats.

Il faut constater franchement que la fédération unitaire n'a pas su conserver son influence pas plus qu'elle n'a conservé ses effectifs. Constater cela c'est constater l'échec de toute la politique de Monmousseau et Cie au cours de ces dernières années.

Et la question qui se pose aux organisations unitaires de cheminots actuellement est autre que celle de Tournemaine. La question qui se pose pour elles est de conserver leurs effectifs actuels. Alors se posent les questions du regroupement des forces perdues, de la conquête de forces nouvelles. Mais Tournemaine comme Jacques, s'avère incapable de les résoudre. Ils sont tous deux esclaves d'une politique de faillite.

C'est avec cette politique qu'il faut rompre pour s'engager dans une voie nouvelle. Aux camarades cheminots qui l'ont déjà compris de tirer la leçon des faits, d'élaborer pour leur fédération une plateforme sérieuse de redressement.

EN ESPAGNE

Le développement de la situation révolutionnaire

Nin, expulsé d'U.R.S.S. par Staline, est arrêté

La dernière vague insurrectionnelle qui s'est levée sur l'Espagne, a éclairé les yeux les plus fermés : l'Espagne est entrée dans une période de crise révolutionnaire qui doit être définitive si le prolétariat se dirige vers la prise du pouvoir. La situation espagnole est actuellement caractérisée par les deux faits suivants : d'abord le mouvement gréviste ne cesse pas : apaisé ici, il reprend là. Les masses ouvrières s'ébranlent pour une longue lutte; elles ne veulent plus supporter la monarchie ni le capitalisme qui ne leur apportent que le chômage et la misère.

D'autre part ni les paysans, ni les couches moyennes, fonctionnaires, artisans, intellectuels, ne voient d'issue à la situation, hors le renversement de la monarchie et du régime semi-féodal auquel s'attache la bourgeoisie — mais, elles craignent le prolétariat révolutionnaire. Or, la proximité d'une campagne électorale, que Bérenguer met en avant pour calmer la petite et moyenne bourgeoisie, ne fait au contraire que l'exciter, que rend plus intenses sa vie et ses aspirations politiques.

Cette agitation politique doit être mise à profit par le prolétariat. Les organismes politiques petits-bourgeois, cortés constituantes, etc... ne peuvent s'opposer décisivement à l'armature féodale-bourgeoise espagnole. C'est le prolétariat, leurs propres organisations, comités ou conseils locaux, de villages, d'usines, de chantiers, de ports. Pour cela il faut le relèvement rapide du P.C. espagnol. Sur ce point le mot d'ordre de l'opposition est : réorganisation du P.C. espagnol pour la lutte révolutionnaire. La répression de Bérenguer, la désorganisation amenée par les stalinistes rendent cette tâche difficile, mais il faut la pousser.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons l'arrestation à Barcelone de notre camarade Nin. Dans un interview donné au *Main* (23.12) le capitaine général de Catalogne dit : « Nous avons dû opérer un certain nombre d'arrestations. C'est ainsi que nous détenons l'agitateur Nin, disciple de Trotsky. Il a passé longtemps en Russie; il fait ici ouvertement la propagande soviétique ».

L'Opposition de gauche reste au premier rang de la lutte. Staline a expulsé ignominieusement Nin d'U.R.S.S. — Bérenguer lui répond en faisant arrêter notre camarade!

EN ALLEMAGNE

Hitler est en marche Thaelmann parle

Le prolétariat allemand en danger

Les communications quotidiennes de l'Humanité au sujet de la situation en Allemagne, éveillent l'indignation de tout communiste pour qui le destin du mouvement révolutionnaire en Allemagne et dans les autres pays est plus cher que tout. De petites annonces en style télégraphique sur les progrès de notre parti en Allemagne, des articles creux et grandiloquents émanant de Péri et Doriot, spécialistes pour toutes les questions internationales, c'est tout ce que le parti communiste français a à dire de la situation allemande internationale, de dangers et de possibilités. Si tous ces contes étaient réels, alors tout communiste honnête, indépendamment de toute nuance, n'aurait plus qu'à s'en réjouir et, en écartant provisoirement les contradictions stratégiques, à lutter dans les rangs du parti pour la réalisation de la révolution allemande. Car la révolution prolétarienne en Allemagne réaliserait presque entièrement la ligne stratégique de l'Opposition de Gauche.

Malheureusement ces communications sont inexacts. Envisageons quelques résultats qui apparaissent en Allemagne après les élections du Reichstag du 14 septembre.

La bureaucratie et la presse du parti furent tout à fait ivres de la victoire parlementaire où, en usant du vocabulaire stalinien : « Ils eurent le vertige. » L'Opposition de Gauche, qui a accueilli ces résultats avec grande satisfaction (bien qu'ils aient été tout à fait insuffisants en face de la montée considérable du fascisme), a immédiatement indiqué que le côté décisif était le progrès extra-parlementaire.

La grève des métallurgistes berlinois, qui fut décisive pour le développement ultérieur des luttes économiques et par suite, pour les luttes politiques de la classe ouvrière allemande, se termina par une défaite. La réalisation de la social-démocratie a réussi, grâce à la tactique néfaste de la direction centriste, à étouffer la lutte. Nous avons déjà parlé de la politique de la direction du parti pendant cette grève. Selon l'Humanité, la grève s'est déroulée sous la direction de l'opposition syndicale révolutionnaire, mais cela n'est pas vrai. Cependant les conclusions que le parti a tiré de cette grève furent encore plus catastrophiques. A l'encontre du désir de la classe ouvrière tendant à l'unité, un nouveau syndicat fut créé, le syndicat des métallurgistes. Le nouveau syndicat réunit à peine un septième des métallurgistes organisés de Berlin (La suite page 2.)

Marcovitis et Pannoussis condamné à mort!

Il faut sauver les deux soldats communistes grecs

Nos camarades grecs ont distribué le tract suivant :

La cour martiale de Janina a condamné deux soldats communistes à mort. Deux autres aux travaux forcés à perpétuité et d'autres à plusieurs années de prison.

Ces soldats avaient été envoyés au détachement disciplinaire de Kalpaki, étant donné que, fils d'ouvriers, ils avaient compris l'exploitation qui est faite à la charge de leur classe dans le présent régime social, ils avaient compris que le régime actuel est un régime d'une poignée de parasites sociaux, des banquiers, industriels, financiers et d'autres gros capitalistes qui vivent en volant la sueur et le sang des ouvriers et des paysans pauvres, le régime du paupérisme des travailleurs, de la corruption et du trafic de la chair blanche, des crises économiques et des guerres impérialistes, du chômage et de la faim, des impôts insupportables et de l'usage, de la répression et de la terreur. Ils les ont envoyés à Kalpaki pour ne pas éveiller les autres camarades, pour ne pas montrer aux soldats, ouvriers et paysans qui est le chemin qui conduira les classes opprimées à leur libération finale du régime des capitalistes, du régime de violence, de l'exploitation et des guerres impérialistes.

Ils les ont jetés à Kalpaki non seulement pour les isoler mais pour les assassiner par les travaux forcés, les tortures et par les privations.

Ces soldats, avec tous leurs autres camarades ont protesté contre les répressions et les mesures administratives qui étaient prises par les gardes-chiourmes, les officiers et la conduite inhumaine de ces derniers, et ont demandé à travailler un nombre d'heures réduit et à vivre mieux.

Les officiers se sont jetés sur eux, les ont frappés, ont tiré sur eux, en en blessant deux. Et parce que les soldats ont commis le « crime » de se défendre et de défendre leur vie, les militaires ont arrêté les plus conscients et les ont livrés à la cour martiale sous l'inculpation de mutinerie.

La cour martiale en défendant les officiers assassins a condamné les soldats.

Camarades ouvriers, soldats, opprimés! Deux soldats pauvres sont condamnés à mort parce qu'ils ont osé défendre leur vie, au moment où des crimes inouïs commis par des capitalistes et des organes sont restés impunis. Qui a condamné les ministères à mort pour leurs orgies faites aux dépens du pain des travailleurs?

Qui a condamné à mort les adulateurs de quinze qui ont assassiné des centaines de soldats marines? Qui a condamné à mort les empêcheurs des soldats et matelots à Paris et à Paris avec les olives et les pommes de terre pourries? Qui même a pensé à punir les crimes qui sont commis chaque jour dans les casernes et sur les champs de guerre et où les victimes sont les pauvres fils des travailleurs, de jeunes ouvriers et de paysans soldats et matelots?

Camarades ouvriers, soldats et matelots! Le militarisme grec sanglant, se prépare à assommer deux soldats. Il s'agit d'un crime qui doit être empêché à tout prix. L'exécution de la peine de mort sur des soldats de Kalpaki sonnera le commencement d'une période de terreur sauvage et sanglante.

Parce que c'est ainsi que les capitalistes et leurs nérax poiront préparer les nouvelles guerres impérialistes, c'est ainsi seulement qu'ils croient ils pourront nous faire tourner contre la Russie victorieuse, le seul pays qui est dirigé par les ouvriers et dans lequel le militarisme et ses crimes sont abolis.

Camarades! Soulevez-vous contre cette décision. Tous, à quelque parti ou groupement politique que vous appartenez, organisés ou inorganisés, créez le front uni de notre classe opprimée, contre la terreur, contre la loi anticommuniste, contre les répressions et les persécutions.

C'est notre cause à tous, la lutte contre la terreur, étant donné qu'elle n'est pas dirigée contre les ouvriers communistes seulement, mais contre tous les opprimés lorsqu'ils osent lever la tête.

Luttez pour l'annulation de la décision de la cour martiale de Janina. Pour la cessation des persécutions contre les opprimés, la libération de tous les détenus condamnés et exilés ouvriers, paysans et intellectuels.

Pour l'abolition de la Loi Spéciale anticommuniste. Pour l'abolition du détachement disciplinaire moyennagéux de Kalpaki. Pour le respect des libertés politiques et syndicales des ouvriers et employés. Pour l'abolition de la discipline militaire brutale. Contre les guerres impérialistes et les armements. Contre le régime de l'exploitation. Pour le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat!

APRÈS LA DEUXIÈME ANNÉE DU PLAN QUINQUENNAL

Les succès du socialisme et les dangers de l'aventurisme

Le début de cette étude a paru dans les numéros 66 et 67.

La Pravda elle-même du 27 octobre est obligée de constater :

« Nous éprouvons des difficultés dans l'approvisionnement des marchandises alimentaires et industrielles d'usage courant. »

« Nous éprouvons encore un grand manque de métal, de charbon, d'énergie électrique et de matériaux de construction pour pleinement assurer les rythmes entrepris dans la construction socialiste. »

« Le transport des produits industriels et agricoles est loin d'être assuré par nos services de transport. »

« L'économie nationale éprouve un manque pressant de main-d'œuvre et de cadres d'ouvriers qualifiés. »

Ne découle-t-il pas de tout cela que le passage de 5 à 4 ans était un pas nettement aventurier? Pour tout le monde, sauf pour la Pravda. « Le retard dans la construction de base en 1929-30 — écrit la Pravda, — malgré l'absence des causes objectives, fut un prétexte pour les agents des koulaks dans le parti — les opportunistes de droite — d'élever de nouveaux glissements au sujet des rythmes insupportables pris par le parti » (3 Novembre 1930). De cette manière les stalinistes déblaient on ne peut mieux le terrain pour la droite en réduisant ses divergences avec elle à ce dilemme: quatre ou cinq ans? Or, cette question peut être résolue non pas d'une façon « principale », mais uniquement de façon empirique. Dans ce cas, l'accord qui se mesure par l'écart de douze mois est encore difficile de définir deux lignes distinctes. Cependant cette façon bureaucratique de poser la question nous donne la mesure exacte des divergences entre la droite et les centristes dans l'appréciation des centristes eux-mêmes. Les rapports entre eux est de 4 : 5, ce qui fait — 20 pour cent d'écart. Et que se passera-t-il dans le cas où l'expérience démontrera qu'on n'arrive pas à réaliser le plan en 4 ans? Cela voudra-t-il dire que la droite a raison?

On a intercalé entre la deuxième et la troisième année le troisième trimestre supplémentaire (octobre - novembre - décembre 1930). La troisième année du plan quinquennal part maintenant officiellement du 1^{er} janvier 1931, sans tenir compte de ce trimestre supplémentaire. La divergence avec la droite est ainsi réduite de 20 à 15 pour cent. A quoi servent ces procédés indignes? Au « prestige », mais nullement au socialisme.

Les trous qu'on était obligé de boucher par le trimestre supplémentaire se sont produits d'après la Pravda « malgré l'absence des causes objectives ». C'est une explication très consolante mais elle ne remplace ni les usines restées inachevées, ni les marchandises non fabriquées. Le malheur est que des facteurs subjectifs comme « l'incapacité », « l'absence d'initiative » etc... sont gouvernés par l'élément subjectif, c'est-à-dire par l'appareil bureaucratique dans une certaine mesure seulement, et en dehors de ces limites les facteurs subjectifs deviennent des entraves objectives puisqu'ils sont déterminés en dernier lieu par le niveau de la technique et de la culture. Enfin, même les « trous » qui sont effectivement provoqués par les causes subjectives, par exemple par la myopie de la direction « générale », deviennent aussi des facteurs objectifs en limitant les possibilités de développement ultérieur. Si l'opportuniste est caractérisé par son attitude gaillarde et dédaigneuse envers les facteurs objectifs. Le leitmotiv de la presse soviétique d'aujourd'hui est : « il n'y a rien d'impossible pour un russe ».

Les articles de la Pravda (Staline lui-même se fait prodigement) prouvent que la provoyance, l'expérience collective, la souplesse dans la direction économique, seront dans l'avenir comme auparavant remplacés par le knout « général ». La Pravda reconnaît dans une série de cas que « les

défaillances étaient liquidées moins par la production que par la pression révolutionnaire des masses » (1^{er} Novembre). Le sens de cet aveu est complètement clair.

Il est évident que s'il s'agissait vraiment de dépasser dans le courant de deux ou trois années qui viennent les pays capitalistes avancés et ainsi assurer l'invulnérabilité de l'économie socialiste, alors une pression temporaire, si lourde soit-elle pour les muscles et les nerfs des travailleurs, serait compréhensible et même justifiée. Mais nous avons vu plus haut avec combien d'ambiguïté, de trompe-l'œil et de démagogie cette question est présentée devant les ouvriers. Le jeu ininterrompu sur les nerfs menace de provoquer une réaction dans les masses, incomparablement plus grave que celle de la fin de la guerre civile. Ce danger est d'autant plus aigu, menaçant, que non seulement la tâche de « rattraper et dépasser » ne sera pas résolue même en admettant que le plan quinquennal soit pleinement réalisé, mais le plan lui-même ne sera jamais réalisé en quatre ans malgré la tension extrême des forces. Ce qui est encore plus grave c'est que l'aventurisme de la direction rend de moins en moins probable la réalisation du plan en cinq ans. L'obstination stupide et l'aveugle de maintenir intact et à la lettre le plan au nom du prestige « général », rend inévitable toute une série de crises, qui peuvent retarder le développement économique et déclencher une crise politique ouverte.

Léon Trotsky.
(A suivre.)

Molotov remplace Rykov

La décision du Comité exécutif de l'U. R. S. S. de libérer Rykov de ses fonctions de président des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. « sur sa propre demande », n'a fait que confirmer un état de fait qui existait depuis plusieurs années. Cette mesure était préparée par plusieurs étapes : campagne dans la presse, amputation d'une partie du pouvoir par la désignation de Syrtsov à la présidence des Commissaires du peuple de la République russe, congé « pour des raisons de santé », et enfin congédié « sur sa propre demande ». La lutte contre la droite est actuellement dans ce qu'on pourrait appeler, le stade de mesures organisationnelles.

Le feu continu de la presse qui préparait l'attaque à fini sa tâche; maintenant c'est « la cavalerie légère » de la Commission de contrôle, des agents de la Guépéou dans le parti, de tout l'appareil de répression occulte de Staline qui entre en fonction.

La mesure organisationnelle contre Rykov n'était que le commencement de cette attaque. L'Agence Tass nous apprend que Tomsky, Dogadov et Ossinsky ont été relevés de leurs fonctions de vice-présidents du Conseil suprême de l'Economie nationale de l'U. R. S. S.

Pourquoi Staline trouve-t-il le moment propice pour se débarrasser de la droite? Quelle est la signification politique de l'attaque déclenchée par Staline contre la droite? Le « Bulletin de l'Opposition russe » qui vient de paraître écrit dans un article sur la campagne contre la droite: « de la même façon que la destruction de l'Opposition de gauche au quinzième Congrès, en décembre 1927, a précédé immédiatement le tournant à gauche qui était inauguré officiellement le 15 février 1928, — la destruction organisationnelle de l'opposition de droite doit précéder le tournant à droite inévitable. Pourquoi? Parce que si le tournant se produit en la présence des droitières dans le Comité central, ils pourraient se déclarer d'accord avec le tournant et ainsi rendre non seulement difficile leur exclusion du parti, mais encore porter un coup de plus à toute la splendeur de la ligne générale. »

Les symptômes annonçant le tournant à droite dans la politique économique et ensuite dans toute la politique de l'U. C., symptômes que nous avons signalés à l'occasion de la dernière capitulation de Boukharine, se manifestent aujourd'hui d'une façon précise. Le centrisme reste fidèle à lui-même, à sa propre nature. Après avoir pris des dans aventuriers dans la politique économique (plan quinquennal en quatre ans et col-

lectivisation intégrale), Staline ne pouvait plus s'arrêter à temps et adapter le développement de la production aux forces réelles du pays, comme le lui ont conseillé le camarade Trotsky dans ses articles et les camarades Rakovsky, Mouralov et autres dans leurs déclarations d'avril et au seizième Congrès. Aujourd'hui, pour ne pas aller à la ruine, le centrisme est obligé de faire son changement brusque habituel dans le sens opposé à l'occurrence à droite. Mais pour sauver en même temps, comme le dit le camarade Trotsky, la « splendeur » et le « prestige » de sa ligne générale, Staline continue à employer la même manœuvre perfide qui consiste à dépouiller idéologiquement son adversaire après l'avoir détruit par des mesures de l'appareil.

Or, ce jeu est efficace et susceptible d'endormir les masses tant qu'il n'est pas démasqué, tant que les cartes fausses ne sont pas découvertes. Aujourd'hui la tactique stalinienne est devenue le secret de polichinelle. Dans le parti, parmi les masses ouvrières, dans les usines on parle ouvertement et on traduit en langage ouvrier les malices perfides du « gensk » (secrétaire général). La bourgeoisie elle aussi, commence à déceler la combinaison et fait déjà le calcul des intérêts qu'elle pourrait en tirer. Les petits-bourgeois de la grande presse, les journalistes de la presse capitaliste annoncent déjà le changement de droite de celui qu'ils appellent avec une admiration non avouée, « le souple Georgien ». Aussi, le correspondant du Sunday Times télégraphie de Moscou avec un accent de joie dans la voix: « Maintenant la nécessité de tourner le « volant à droite est devenue urgente; on retirerait Rykov, Tomsky et les autres pour donner à Staline la possibilité de réaliser tout seul, entièrement ou partiellement, le programme de l'opposition de droite. »

Ce nouveau changement administratif de Staline a deux aspects : il liquide les représentants de droite dans les institutions soviétiques en la personne de Rykov, Tomsky et autres, et débarrasse l'Internationale communiste des représentants marqués de la « troisième période », en la personne de Molotov. Le but est toujours le même : la préparation méthodique du tournant à droite à l'échelle nationale et internationale. Les correspondants du Bulletin de l'Opposition russe signalent que déjà depuis un certain temps les relations entre Staline et Molotov se sont « gâtées ». Staline était très mécontent de la politique de Molotov dans l'U. C. et l'accusait... d'avoir inventé la « troisième période » et d'avoir mené l'U. C. à sa perte. Il n'est pas difficile de prévoir que « le meilleur disciple de Lénine et le chef du prolétariat mondial » (voir la brochure sur le cinquantenaire de Staline et la préface de Marcel Cachin) rejettera toutes les fautes d'ultra-gauche qu'il a commises avec Molotov dans l'U. C. sur ce dernier, et la presse soviétique se chargera bien de faire comprendre au nouveau président des Commissaires du peuple qu'il restera seul à porter la responsabilité de la politique conséquente dans sa stupidité de la « troisième période ». Car le haut poste de président des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S., après la malheureuse expérience de Rykov, ne gênera nullement l'appareil de Staline de traiter le chef du gouvernement soviétique de tous les noms, pour sauvegarder le prestige du secrétaire général du parti.

Qui va diriger maintenant l'U. C. à la place de Molotov? On parle du retour de Boukharine dans les sphères dirigeantes de l'U. C. C'est donc un nouveau bloc Staline-Boukharine qui se réalise. La combinaison personnelle importe peu, c'est la tendance d'un bloc semblable qui nous paraît possible. Mais les conditions objectives de l'U. R. S. S. ont beaucoup changé depuis 1926-27. Les éléments meridionaux sont plus nombreux et plus audacieux qu'avant. Ils peuvent interpréter ce nouveau tournant à droite comme un encouragement à la liquidation de toutes les institutions de la dictature du prolétariat. Nul doute qu'ils essayeront de faire leur mauvais coup à l'abri du nouveau zig-zag centrisme. L'opposition de gauche met en garde la direction centriste contre ce danger. Les possibilités de manœuvre entre la gauche et la droite restent de plus en plus restreintes. La direction stalinienne sera mise en demeure par les événements qui s'avancent de choisir entre la position léniniste de l'opposition de gauche ou le discrédit complet de son « prestige » et des conquêtes de la Révolution d'Octobre.

M. Mill.

Une nouvelle édition du «trotskysme»

Au cours des dernières quatre semaines la Pravda consacre de nouveau une grande attention au «trotskysme», qui était déjà à lui-même, à sa propre nature. Après avoir pris des dans aventuriers dans la politique économique (plan quinquennal en quatre ans et col-

lectivisation intégrale), Staline ne pouvait plus s'arrêter à temps et adapter le développement de la production aux forces réelles du pays, comme le lui ont conseillé le camarade Trotsky dans ses articles et les camarades Rakovsky, Mouralov et autres dans leurs déclarations d'avril et au seizième Congrès. Aujourd'hui, pour ne pas aller à la ruine, le centrisme est obligé de faire son changement brusque habituel dans le sens opposé à l'occurrence à droite. Mais pour sauver en même temps, comme le dit le camarade Trotsky, la « splendeur » et le « prestige » de sa ligne générale, Staline continue à employer la même manœuvre perfide qui consiste à dépouiller idéologiquement son adversaire après l'avoir détruit par des mesures de l'appareil.

Or, ce jeu est efficace et susceptible d'endormir les masses tant qu'il n'est pas démasqué, tant que les cartes fausses ne sont pas découvertes. Aujourd'hui la tactique stalinienne est devenue le secret de polichinelle. Dans le parti, parmi les masses ouvrières, dans les usines on parle ouvertement et on traduit en langage ouvrier les malices perfides du « gensk » (secrétaire général). La bourgeoisie elle aussi, commence à déceler la combinaison et fait déjà le calcul des intérêts qu'elle pourrait en tirer. Les petits-bourgeois de la grande presse, les journalistes de la presse capitaliste annoncent déjà le changement de droite de celui qu'ils appellent avec une admiration non avouée, « le souple Georgien ». Aussi, le correspondant du Sunday Times télégraphie de Moscou avec un accent de joie dans la voix: « Maintenant la nécessité de tourner le « volant à droite est devenue urgente; on retirerait Rykov, Tomsky et les autres pour donner à Staline la possibilité de réaliser tout seul, entièrement ou partiellement, le programme de l'opposition de droite. »

Ce nouveau changement administratif de Staline a deux aspects : il liquide les représentants de droite dans les institutions soviétiques en la personne de Rykov, Tomsky et autres, et débarrasse l'Internationale communiste des représentants marqués de la « troisième période », en la personne de Molotov. Le but est toujours le même : la préparation méthodique du tournant à droite à l'échelle nationale et internationale. Les correspondants du Bulletin de l'Opposition russe signalent que déjà depuis un certain temps les relations entre Staline et Molotov se sont « gâtées ». Staline était très mécontent de la politique de Molotov dans l'U. C. et l'accusait... d'avoir inventé la « troisième période » et d'avoir mené l'U. C. à sa perte. Il n'est pas difficile de prévoir que « le meilleur disciple de Lénine et le chef du prolétariat mondial » (voir la brochure sur le cinquantenaire de Staline et la préface de Marcel Cachin) rejettera toutes les fautes d'ultra-gauche qu'il a commises avec Molotov dans l'U. C. sur ce dernier, et la presse soviétique se chargera bien de faire comprendre au nouveau président des Commissaires du peuple qu'il restera seul à porter la responsabilité de la politique conséquente dans sa stupidité de la « troisième période ». Car le haut poste de président des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S., après la malheureuse expérience de Rykov, ne gênera nullement l'appareil de Staline de traiter le chef du gouvernement soviétique de tous les noms, pour sauvegarder le prestige du secrétaire général du parti.

Qui va diriger maintenant l'U. C. à la place de Molotov? On parle du retour de Boukharine dans les sphères dirigeantes de l'U. C. C'est donc un nouveau bloc Staline-Boukharine qui se réalise. La combinaison personnelle importe peu, c'est la tendance d'un bloc semblable qui nous paraît possible. Mais les conditions objectives de l'U. R. S. S. ont beaucoup changé depuis 1926-27. Les éléments meridionaux sont plus nombreux et plus audacieux qu'avant. Ils peuvent interpréter ce nouveau tournant à droite comme un encouragement à la liquidation de toutes les institutions de la dictature du prolétariat. Nul doute qu'ils essayeront de faire leur mauvais coup à l'abri du nouveau zig-zag centrisme. L'opposition de gauche met en garde la direction centriste contre ce danger. Les possibilités de manœuvre entre la gauche et la droite restent de plus en plus restreintes. La direction stalinienne sera mise en demeure par les événements qui s'avancent de choisir entre la position léniniste de l'opposition de gauche ou le discrédit complet de son « prestige » et des conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Or, ce jeu est efficace et susceptible d'endormir les masses tant qu'il n'est pas démasqué, tant que les cartes fausses ne sont pas découvertes. Aujourd'hui la tactique stalinienne est devenue le secret de polichinelle. Dans le parti, parmi les masses ouvrières, dans les usines on parle ouvertement et on traduit en langage ouvrier les malices perfides du « gensk » (secrétaire général). La bourgeoisie elle aussi, commence à déceler la combinaison et fait déjà le calcul des intérêts qu'elle pourrait en tirer. Les petits-bourgeois de la grande presse, les journalistes de la presse capitaliste annoncent déjà le changement de droite de celui qu'ils appellent avec une admiration non avouée, « le souple Georgien ». Aussi, le correspondant du Sunday Times télégraphie de Moscou avec un accent de joie dans la voix: « Maintenant la nécessité de tourner le « volant à droite est devenue urgente; on retirerait Rykov, Tomsky et les autres pour donner à Staline la possibilité de réaliser tout seul, entièrement ou partiellement, le programme de l'opposition de droite. »

Ce nouveau changement administratif de Staline a deux aspects : il liquide les représentants de droite dans les institutions soviétiques en la personne de Rykov, Tomsky et autres, et débarrasse l'Internationale communiste des représentants marqués de la « troisième période », en la personne de Molotov. Le but est toujours le même : la préparation méthodique du tournant à droite à l'échelle nationale et internationale. Les correspondants du Bulletin de l'Opposition russe signalent que déjà depuis un certain temps les relations entre Staline et Molotov se sont « gâtées ». Staline était très mécontent de la politique de Molotov dans l'U. C. et l'accusait... d'avoir inventé la « troisième période » et d'avoir mené l'U. C. à sa perte. Il n'est pas difficile de prévoir que « le meilleur disciple de Lénine et le chef du prolétariat mondial » (voir la brochure sur le cinquantenaire de Staline et la préface de Marcel Cachin) rejettera toutes les fautes d'ultra-gauche qu'il a commises avec Molotov dans l'U. C. sur ce dernier, et la presse soviétique se chargera bien de faire comprendre au nouveau président des Commissaires du peuple qu'il restera seul à porter la responsabilité de la politique conséquente dans sa stupidité de la « troisième période ». Car le haut poste de président des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S., après la malheureuse expérience de Rykov, ne gênera nullement l'appareil de Staline de traiter le chef du gouvernement soviétique de tous les noms, pour sauvegarder le prestige du secrétaire général du parti.

Qui va diriger maintenant l'U. C. à la place de Molotov? On parle du retour de Boukharine dans les sphères dirigeantes de l'U. C. C'est donc un nouveau bloc Staline-Boukharine qui se réalise. La combinaison personnelle importe peu, c'est la tendance d'un bloc semblable qui nous paraît possible. Mais les conditions objectives de l'U. R. S. S. ont beaucoup changé depuis 1926-27. Les éléments meridionaux sont plus nombreux et plus audacieux qu'avant. Ils peuvent interpréter ce nouveau tournant à droite comme un encouragement à la liquidation de toutes les institutions de la dictature du prolétariat. Nul doute qu'ils essayeront de faire leur mauvais coup à l'abri du nouveau zig-zag centrisme. L'opposition de gauche met en garde la direction centriste contre ce danger. Les possibilités de manœuvre entre la gauche et la droite restent de plus en plus restreintes. La direction stalinienne sera mise en demeure par les événements qui s'avancent de choisir entre la position léniniste de l'opposition de gauche ou le discrédit complet de son « prestige » et des conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Or, ce jeu est efficace et susceptible d'endormir les masses tant qu'il n'est pas démasqué, tant que les cartes fausses ne sont pas découvertes. Aujourd'hui la tactique stalinienne est devenue le secret de polichinelle. Dans le parti, parmi les masses ouvrières, dans les usines on parle ouvertement et on traduit en langage ouvrier les malices perfides du « gensk » (secrétaire général). La bourgeoisie elle aussi, commence à déceler la combinaison et fait déjà le calcul des intérêts qu'elle pourrait en tirer. Les petits-bourgeois de la grande presse, les journalistes de la presse capitaliste annoncent déjà le changement de droite de celui qu'ils appellent avec une admiration non avouée, « le souple Georgien ». Aussi, le correspondant du Sunday Times télégraphie de Moscou avec un accent de joie dans la voix: « Maintenant la nécessité de tourner le « volant à droite est devenue urgente; on retirerait Rykov, Tomsky et les autres pour donner à Staline la possibilité de réaliser tout seul, entièrement ou partiellement, le programme de l'opposition de droite. »

Ce nouveau changement administratif de Staline a deux aspects : il liquide les représentants de droite dans les institutions soviétiques en la personne de Rykov, Tomsky et autres, et débarrasse l'Internationale communiste des représentants marqués de la « troisième période », en la personne de Molotov. Le but est toujours le même : la préparation méthodique du tournant à droite à l'échelle nationale et internationale. Les correspondants du Bulletin de l'Opposition russe signalent que déjà depuis un certain temps les relations entre Staline et Molotov se sont « gâtées ». Staline était très mécontent de la politique de Molotov dans l'U. C. et l'accusait... d'avoir inventé la « troisième période » et d'avoir mené l'U. C. à sa perte. Il n'est pas difficile de prévoir que « le meilleur disciple de Lénine et le chef du prolétariat mondial » (voir la brochure sur le cinquantenaire de Staline et la préface de Marcel Cachin) rejettera toutes les fautes d'ultra-gauche qu'il a commises avec Molotov dans l'U. C. sur ce dernier, et la presse soviétique se chargera bien de faire comprendre au nouveau président des Commissaires du peuple qu'il restera seul à porter la responsabilité de la politique conséquente dans sa stupidité de la « troisième période ». Car le haut poste de président des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S., après la malheureuse expérience de Rykov, ne gênera nullement l'appareil de Staline de traiter le chef du gouvernement soviétique de tous les noms, pour sauvegarder le prestige du secrétaire général du parti.

Qui va diriger maintenant l'U. C. à la place de Molotov? On parle du retour de Boukharine dans les sphères dirigeantes de l'U. C. C'est donc un nouveau bloc Staline-Boukharine qui se réalise. La combinaison personnelle importe peu, c'est la tendance d'un bloc semblable qui nous paraît possible. Mais les conditions objectives de l'U. R. S. S. ont beaucoup changé depuis 1926-27. Les éléments meridionaux sont plus nombreux et plus audacieux qu'avant. Ils peuvent interpréter ce nouveau tournant à droite comme un encouragement à la liquidation de toutes les institutions de la dictature du prolétariat. Nul doute qu'ils essayeront de faire leur mauvais coup à l'abri du nouveau zig-zag centrisme. L'opposition de gauche met en garde la direction centriste contre ce danger. Les possibilités de manœuvre entre la gauche et la droite restent de plus en plus restreintes. La direction stalinienne sera mise en demeure par les événements qui s'avancent de choisir entre la position léniniste de l'opposition de gauche ou le discrédit complet de son « prestige » et des conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Or, ce jeu est efficace et susceptible d'endormir les masses tant qu'il n'est pas démasqué, tant que les cartes fausses ne sont pas découvertes. Aujourd'hui la tactique stalinienne est devenue le secret de polichinelle. Dans le parti, parmi les masses ouvrières, dans les usines on parle ouvertement et on traduit en langage ouvrier les malices perfides du « gensk » (secrétaire général). La bourgeoisie elle aussi, commence à déceler la combinaison et fait déjà le calcul des intérêts qu'elle pourrait en tirer. Les petits-bourgeois de la grande presse, les journalistes de la presse capitaliste annoncent déjà le changement de droite de celui qu'ils appellent avec une admiration non avouée, « le souple Georgien ». Aussi, le correspondant du Sunday Times télégraphie de Moscou avec un accent de joie dans la voix: « Maintenant la nécessité de tourner le « volant à droite est devenue urgente; on retirerait Rykov, Tomsky et les autres pour donner à Staline la possibilité de réaliser tout seul, entièrement ou partiellement, le programme de l'opposition de droite. »

Le prolétariat allemand en danger

(Suite de la première page)

(selon les indications officielles). Et cela se passe dans la ville où le parti communiste a eu aux élections du Reichstag plus de suffrages que tous les autres partis.

La réalité ne correspond malheureusement pas aux communications de l'Humanité. Le résultat est le suivant : défaite des métallurgistes berlinois, création d'un nouveau syndicat, brèche dans le front unique de la classe ouvrière.

Ces temps derniers une série d'élections partielles ont eu lieu. Les résultats montrent clairement comment la masse ouvrière apprécie la politique du parti après les élections au Reichstag.

Aux élections de Bremen, un des ports les plus importants, les nationalistes ont pu doubler le nombre de leurs voix par rapport aux élections au Reichstag du 14 septembre. Les chiffres suivants illustrent ces résultats. (Les chiffres entre parenthèses sont les résultats des élections au Reichstag) : Social-démocratie: 62.555 (73.063); national-socialiste: 51.324 (26.045); communistes: 21.679 (25.534). Le résultat obtenu dans les faubourgs de Bremen est particulièrement plein de dangers; les fascistes ont énormément gagné parmi la population travaillante.

Les résultats des élections communales et départementales de Bielefeld sont semblables : social-démocratie : 42.946 (48.056); national-socialistes : 22.132 (16.641); communistes : 4.742 (6.684). Dans le Mecklenbourg, les résultats électoraux poursuivent la même ligne.

Les élections de l'état de Bade sont encore plus catastrophiques pour le parti. Là, la social-démocratie a perdu dans les dix plus grandes villes en moyenne 34,54 p. 100 de ses voix, le parti, 33,45 p. 100. A Mannheim le parti a perdu encore plus de voix que la social-démocratie : 42,5 en face de 25,2 p. 100 de perte du parti socialiste. A Pforzheim 46,8 : 35,2. En même temps, les nationaux socialistes enregistrent des succès énormes.

Cette perte est d'autant plus grande du fait que toute la politique de rapine de la bourgeoisie allemande, du gouvernement Brüning, se répercute particulièrement dans les villes (impôts par tête, impôts sur les boissons et la bière, diminution des secours ouvriers, restriction de la construction d'appartements, augmentation du tarif de l'électricité, du gaz, des transports, etc.). Ces élections démontrent que non seulement notre parti n'a pas gagné les électeurs qui se détournent du parti socialiste, mais a outre encore perdu beaucoup de ses électeurs.

La Sächsische Arbeiter-Zeitung (organe du parti à Leipzig) donne l'explication suivante de cette défaite :

« La raison profonde de l'échec du parti communiste aux élections communales de Bade est sans aucun doute l'opportuniste dans la pratique, qu'on avait déjà vu au printemps se manifester par l'établissement insuffisant et faible de listes rouges dans les élections aux conseils d'usines. » (S. A. Z. du 22-XI)

Après les tristes expériences des « listes rouges dans les usines, à tous prix », après la grève des métallurgistes de Berlin, seuls des bureaucraties enrégimés ou sans conscience peuvent émettre un jugement pareil. Ils ne veulent pas comprendre que par ces élections, les ouvriers ont donné un jugement sans équivoque sur toute la politique du parti.

Un autre exemple bien plus important est donné par les premiers résultats des élections aux conseils d'usines. Le résultat dans la « Knorr Bremen » à Berlin est menaçant. A ces élections

n'est pas tout. Le lendemain il fut mis au pied du mur par la cellule ouvrière à laquelle il appartenait et qui suivait l'opposition de gauche. A la question « pourquoi n'avait-il pas défendu ses conceptions dans le C. C. ? » ce héros légendaire répondit :

« Je les ai trompés au C.C., non éme vous apportés à vous ». Et cet individu est aujourd'hui l'un des piliers du « véritable léninisme ». C'est comme un fait exprès que ce soient ces créatures lamentables qui éduquent la nouvelle génération dans l'esprit de la loyauté, du courage, et de la combativité. En même temps les meilleurs révolutionnaires meurent dans l'exil. ZINZADZE EST MORT. Cet organisateur de la guerre civile au Caucase, président de la Guépéou du Caucase, membre du parti depuis 1903, qui a aidé à écraser l'insurrection menchévique de 1924, emprisonné pendant de longues années pendant le tsarisme, enfui des prisons menchévistes en 1920, bref un des chefs exemplaires et les plus courageux de l'ancien parti bolchévique meurt en exil, et la Pravda n'a pas un mot pour lui en dehors du faire-part de sa femme et de ses enfants. Ces faits doivent être expliqués aux membres du parti; il faut lutter avec eux contre le régime stalinien qui ne fait qu'enlever au parti sa résistance et met en danger le pouvoir soviétique.

Sénine.

le parti, la R. G. O. (Opposition syndicale révolutionnaire) a obtenu 444 voix au Leu de 739 en 1929, les réformistes 620 (889), les jaunes 163 (778), les nationaux-socialistes 170, le Casque d'Acier 213.

Il est vrai que le chiffre de l'équipe est tombé de 2.406 à 1.611, mais le résultat est significatif. Il n'y a pas trace du rôle dirigeant de la R. G. O. pendant la grève des métallurgistes. Même la Rote Fahne est forcée de constater que « l'issue des élections aux conseils d'usines dans la Knorr Bremen est un insuccès pour la R. G. O. » (R. F. du 18-XII).

Les conséquences que la bureaucratie tire de ces enseignements sont toujours les mêmes : la ligne du parti est juste, mais... mais les militants ne savent pas bien l'appliquer.

La R. F. du 17-XII commente dans un article, intitulé « Notre lutte contre le fascisme » l'article leader... de Thaelmann, chef des communistes allemands. Thaelmann découvre maintenant en Allemagne « le premier stade de la dictature fasciste ». Il exige « la reconnaissance précise du fascisme comme ennemi principal ». Ce n'est que maintenant qu'il reconnaît que le fascisme existe et qu'il représente le plus grand danger. Au début de mai, ce bavard racontait encore qu'en Allemagne le fascisme n'était pas un danger et qu'il était liquidé. Celui qui n'y croyait pas n'était qu'un pessimiste ou quelque chose de semblable.

A présent Thaelmann dit : « Attendre équivaut au suicide. » Est-ce à dire que le parti passe à l'offensive et prépare un putsch? Veut-on ici appliquer la lamentable méthode du centrisme qui consiste à corriger les fautes du passé par un saut? N'avons-nous pas dans la période récente, suffisamment d'exemples d'effets catastrophiques que cette méthode a engendré pour le mouvement révolutionnaire (voir : la Bulgarie, l'Esthonie, la Chine?)

Dans cette heure grave l'U. C. ne fait pas entendre le son de sa voix. Si la direction du parti allemand ne veut rien — pourrait-on croire — l'U. C. ne manquera pas de venir en aide. Molotov, le chef éminent du prolétariat international, après un long silence, n'existe plus. Il a été nommé successeur de Rykov. Depuis longtemps il y a des différends entre Staline et Molotov. Staline accuse Molotov... d'avoir inventé la « troisième période ». (Dans ce cas c'est Molotov le bouc émissaire). A présent Staline a « démocratiquement » destitué Molotov de la direction de l'U. C.

Peut-être veut-on encore lancer le P. C. allemand dans quelques aventures, pour convaincre ensuite les mêmes Thaelmann d'incapacité, pour pouvoir procéder ainsi au tournant vers la droite, déjà envisagée? C'est ce qu'attend Brandler. Le plus important dans cette situation dangereuse n'est cependant pas la machination bureaucratique. Il faut que la lutte contre le fascisme soit menée.

Nous avons dit : front unique pour la conquête des masses. L'Humanité dit : c'est ce que dit aussi le parti. Oui, c'est ce qu'il dit, mais ce n'est qu'une phrase pour lui. Ce n'est pas le bavardage sur le front unique qui pourra unifier les ouvriers pour la lutte contre le fascisme. Il faut des actes et seulement des actes. Il faut entrer dans le front unique. Il ne faut pas avoir peur de faire des arrangements avec les organisations locales des syndicats et de la social-démocratie, pour la lutte commune contre la baisse des salaires, la réaction et le fascisme. Unifiés les ouvriers retrouveront leur capacité de lutte. Les droitières trouveront leur capacité de lutte. En ce parti consistera, au cas d'une insurrection fasciste, à amplifier cette lutte de façon à ce qu'elle soit la dernière. Cela ne signifie pas capitulation brandliérienne à la façon de 1923.

Et dans cette situation nous devons exiger l'action internationale de l'U. C. Ce ne sont pas des rapports en style télégraphique dans l'Humanité qu'il faut, mais une action pour éclairer réellement la masse ouvrière, sur les dangers qui résulteraient pour le mouvement ouvrier international d'une victoire éventuelle du fascisme en Allemagne. Une large mise en évidence de la trahison honteuse de la social-démocratie allemande, qui prépare le terrain au fascisme. Des déclarations de solidarité dans les usines, les syndicats et autres organisations prolétariennes envers le mouvement révolutionnaire allemand. Action commune des ouvriers du transport pour empêcher la victoire fasciste et pour le soutien du mouvement révolutionnaire allemand, qui à travers la lutte défensive contre le fascisme peut mettre à l'ordre du jour la question de la révolution prolétarienne en Allemagne.

R. Well.

Ligue Communiste Région Parisienne

Aucune réunion des groupes locaux cette semaine. Assemblée générale samedi 27, à 20 h. 30. Suite de la discussion sur la question russe. Le lieu sera communiqué par convocation.

Le Comité régional.

Les caporettilistes à la direction du P. C. italien

Après la réunion du C.C. de mars la direction actuelle du parti a mené une campagne de calomnies et de mensonges pour présenter notre Opposition comme un élément de désagrégation du parti. Aux calomnies, la direction a mêlé des motifs sentimentaux susceptibles d'agir sur les camarades et de les mobiliser contre nous. Par exemple ils disent que tandis que le parti est engagé dans une lutte terrible contre le fascisme en Italie, l'Opposition mène contre lui une lutte acharnée, etc... Mais de nombreux camarades voient déjà que la campagne de mensonges saupoudrée de motifs sentimentaux menée contre l'Opposition servait aux dirigeants actuels du parti à cacher à la base leur aventurisme sur le terrain politique comme sur le terrain d'organisation, et à justifier aux yeux des camarades les mesures graves et arbitraires d'ordre disciplinaire adoptées par elle contre la minorité du Comité central.

Au cours de ces derniers mois, après le tournant, les dirigeants du parti ont fait preuve de leur capacité de direction... défaites sur défaites. Il ne s'agit pour le moment, il est vrai, que de petites défaites vu que la situation italienne, telle qu'elle se présente, n'offre pas — dit Garlandi — aux « chefs » du parti la possibilité d'organiser des défaites de plus large envergure. C'est-à-dire que nous sommes encore dans la phase où, en prévision d'une aggravation de la situation objec-

tion qui peut être rapide et produire une large crise politique, les partis qui aspirent à la direction de la lutte anti-fasciste, se disposent à réordonner leurs propres forces, à prendre des contacts politiques et d'organisation avec les masses de la population travailleuse qui, après les lourdes années de domination fasciste, recommencent à donner des signes importants d'animation. Dans une telle situation, les dirigeants actuels ne peuvent organiser aujourd'hui que des petites défaites (« accidents du travail » comme dit l'avocat Ercoli). Mais il est évident que les « petites défaites » d'aujourd'hui, les « petites défaites » d'aujourd'hui, préparent une plus grande défaite pour le jour où un changement dans la situation ne demandera plus seulement un travail de reprise de liaison et de rédaction de résolutions, mais exigera du parti une action politique de large envergure.

On sait que la division au sein du Comité central de mars s'est opérée sur la question du « tournant ». Il n'est pas surprenant de répéter encore une fois que ce n'est pas sur la nécessité d'opérer un tournant que la discussion est éclairée; mais sur le caractère que ce tournant aurait dû avoir. Pour nous, le tournant devait signifier un renforcement à obtenir au moyen d'une meilleure utilisation de toutes les forces communistes, et au moyen d'une juste politique répondant à la situation italienne. Pour les autres, au contraire, le

tourment signifiait : en politique s'accommoder avec la politique fameuse de la troisième période; et sur le terrain d'organisation l'aventurisme que nous sommes tous en train d'expier.

Pour ce qui concerne les positions politiques défendues à l'époque par les dirigeants actuels, il suffira de confronter (et nous le ferons) ce qu'ils affirment en mars avec ce qu'ils affirment aujourd'hui, pour voir tout de suite comment ces gens ont totalement abandonné les positions de mars pour revenir au vieux train-train qui caractérisait la politique précédente au C.C. de mars.

Sur le terrain de l'organisation les prévisions faites par nous en mars ont été, malheureusement, confirmées par toute une série de faits désastreux pour notre parti. « Les mesures d'organisation proposées, — disions-nous à la majorité du C.C. de mars, — ne répondent pas à la situation italienne. Elles sont non pas le moyen de renforcer le parti, mais un élément de sa désagrégation. Vous ne tenez aucun compte de l'état de précarité où sont actuellement les organisations de base; vous ne voulez pas même entendre parler du problème de la provocation, quoique elle réussit à pénétrer si profondément dans nos rangs et nous ait porté des coups nombreux; d'après vous, tout est facile, tout est simple; avec votre simplisme qui frise l'irresponsabilité, vous ne pouvez que causer de nouveaux désastres au parti ». Et, que s'est-il passé? Malheureusement — la désorganisation du mouvement communiste italien en Italie et aussi dans l'émigration.

Mais il n'est pas étonnant que ces « chefs » cherchent à présenter les désastres et les défaites, provoqués par eux en Italie et dans l'émigration, comme de grands succès remportés. Nous ne nous étonnerons pas si les chroniques du Tribunal Spécial seront considérées par les dirigeants actuels

comme une preuve de succès obtenus. Garlandi n'a-t-il pas déjà écrit à l'occasion de l'arrestation des camarades Ravera, Tosin et Gili, que ces arrestations étaient la meilleure réponse aux opportunistes? Garlandi avait conscience à ce moment de toute la responsabilité qui pesait sur sa direction de propos de ces arrestations, et il a jugé bon de se prémunir avec cette boutade. C'est une théorie de pure marque stalinienne, dont les Ercoli et Garlandi se sont immédiatement emparés, qui consiste à présenter les défaites comme des succès.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Le C.I.S. précise sa position

Depuis la parution du manifeste « des 22 », la Verité n'a pas cessé de dénoncer ce pacte entre Dumoulin et Monatte, comme le premier pas décisif par lequel la minorité groupée autour du C.I.S. sera inévitablement entraînée dans les bras des Jouhaux et Cie. Le compte-rendu de la minorité parisienne publié dans le n° 54 du Cri du Peuple nous donne dans ce sens des preuves concluantes.

Prenons dans leur ordre les points principaux des déclarations des orateurs. Arrighi dit : « Mais il ne faut pas nourrir l'illusion de redresser la C.G.T.U. Il ne faut pas aller à la C.G.T., jamais ! Il faut se demander s'il n'y aurait pas plus de fruit à militer dans la C.G.T. que dans la C.G.T.U. ». Martin, des typos, qui a déjà essayé de conduire son propre syndicat à la C.G.T. est très pressé. Il déclare : « L'unité est indispensable et il faut la faire vite. En restant dans la C.G.T.U., nous ne faisons pas un pas en faveur de l'unité ». Charbit de son côté essaye soigneusement de combattre la position purement liquidatrice de Martin, de facto il lui fournit des arguments, accusant les communistes d'être aujourd'hui les scissionnistes de gauche. Mais Juin qui est, après Martin, lui aussi très pressé de rentrer à la C.G.T., donne des « explications théoriques » de sa hâte. Pour lui, la bolchévisme est une théorie devenue régressive, et il n'est pas possible d'avoir une emprise sur un mouvement qui n'a plus son contenu de classe. La C.G.T. se régénérera avec l'appui du prolétariat industriel. Il trouve que même la résolution des « 22 » est très forte, parce qu'elle conditionne l'unité : « Il faut réaliser l'unité et le syndicalisme des masses, en rentrant en bloc dans la C.G.T. ». Même chose est demandée par Marcelle Pommeroy (Enseignement) qui reproche à Monatte et à Charbelland de retarder la rentrée pour une question de sentiments. Elle ajoute : « C'est une illusion dangereuse que de vouloir rester dans la C.G.T.U. qui perd tous les jours des membres ». Pour Boville, il n'y a pas de différence entre la C.G.T. et la C.G.T.U. D'ailleurs lui aussi est partisan de rentrer : « Rentrer dans la C.G.T. ? Oui, mais par la grande porte ». Charbelland, qui se rend peut-être compte que la position de ses collaborateurs pour la trahison, est trop brutale, trop en avance sur la préparation idéologique, ou qui ne voit peut-être pas où il va (ce dont nous doutons fort), a essayé encore une fois par une résolution d'attachement à la C.G.T.U. de sauver des positions trop compromises. Cette résolution, faite en termes vagues, ne sauvera pas la minorité du C.I.S. En prévision de cela, la résolution des partisans de Juin, bien qu'elle n'ait obtenu que 4 voix, fixe clairement la tactique du C.I.S. à l'avenir. Nous citons : 1° « A l'avenir, après des syndicats unitaires pour en rallier le plus grand nombre et adhérer en bloc à la C.G.T. au cours de l'année prochaine. A lancer à cette époque un manifeste à la classe ouvrière pour la mettre en garde contre la C.G.T.U. ». Nous croyons que cela suffit pour fixer devant toute la classe ouvrière le rôle d'agent de la bureaucratie confédérée, que se prépare à jouer dans les rangs du prolétariat révolutionnaire le C.I.S. Au seuil de l'année prochaine, qui s'annonce comme une année de crise du capitalisme français, le C.I.S. offre ses services à la bourgeoisie. Le prolétariat de France est prévenu. — F.

Dans la région de l'Est

Pour faire vivre l'U.R.

Mercredi 17 courant, s'est tenue une assemblée générale des mineurs où l'on put voir une véritable mobilisation du sous-rayon du parti (celles d'usines et mines) car il s'agissait de faire voter aux mineurs une augmentation de cotisation et Perrouault qui était présent nous demandant une augmentation mensuelle pour la 3^e U.R. de 0fr. 50 par coïtaison, seule solution d'après lui pour équilibrer le budget de l'U.R. La fraction

majoritaire aux abois ne put présenter aucune solution juste. En face du roman-feuilleton que nous a débité durant une heure notre digne secrétaire régional pris entre la peur de la baisse des effectifs de plus en plus grande des syndiqués, et la peur tout aussi grande de l'exclusion du P. C. s'il n'obéissait pas. Ils n'ont pu demander qu'un délai de quelques mois pour que la reprise des cartes se fasse. Notre fraction de l'U. O. a encore apporté des solutions justes et en face des incapables dirigeants de nos syndicats, Paget en son nom personnel a apporté les seules solutions qui pourraient donner à l'U.R. le maximum de fonds sans nuire aux organisations de base. Nous avons — dit-il — un vaste champ de propagande en face de nous, à l'usine 3.500 exploités et le syndicat unitaire ne compte que 40 syndiqués ; pour les mines sur un million environ de travailleurs nous n'en groupons qu'une centaine, et sur la place de Neuf-Maisons 500 agents du Bâtiment et de la terrasse où les majoritaires ont liquidé le syndicat unitaire.

Pour nous la solution n'est pas de pressurer les camarades qui sont dans nos syndicats, mais d'intensifier notre propagande, de faire des organisations de masse en rendant nos organisations unitaires habitables pour tous les exploités, de créer une véritable Union locale à Neuf-Maisons (ainsi que dans tous les gros centres industriels de l'Est. C'est là qu'est la solution car c'est pas en rendant les syndicats squelettiques par une direction mécanique et sectaire, ce n'est pas non plus en formant une Union locale à Naney qui engloberait les trois quarts du département que vous arriveriez au syndicalisme de masse. Comme il fallait s'y attendre — nos majoritaires ont passé outre et par une douzaine de voix ont pris la décision de verser 0 fr. 15 par timbre à l'U.R. et le secrétaire est désigné pour aller au C. G. de l'U.R.U. sans aucune discussion de la part des mineurs sur ce C. G., d'où doit sortir toute une nouvelle méthode qui va redonner parait-il une vie nouvelle à nos syndicats. Pour nous c'est en chassant les incapables qui s'imposent à la tête de nos organisations que ces dernières reprendront de l'essor.

APRES LA CONVOCATION DU SYNDICAT DES TRAMWAYS DE LYON

Une opposition révolutionnaire dans la C.G.T. est elle possible ?

L'Humanité a publié une convocation pour une Conférence des représentants de l'opposition de la C.G.T. Ceci indique une reprise du travail d'opposition commencé autrefois avec les « Amis de l'Unité » et abandonné avec la III^e période, lorsque tous les adhérents des syndicats réformistes étaient des social-fascistes. La convocation émane du syndicat des tramways de Lyon. Elle apparaît comme une manifestation assez superficielle car rien dans la C.G.T. ne semble la préparer.

C'est vraisemblablement pour tenter de faire pièce au manifeste des 22 que la direction du parti communiste précipitamment cette conférence sous son patronage plus ou moins avoué. Son succès apparaît plus que douteux. Ce n'est pas lorsque les syndicats unitaires reculent au profit des réformistes qu'il est possible de trouver les bases d'un tel groupement dans la C.G.T.

Néanmoins, le problème reste entier. Pour nous, nous considérons qu'il y a dans la C.G.T. les bases pour une opposition révolutionnaire mais que sa constitution sous la direction de la C.G.T.U. est actuellement impossible. La question est traitée bureaucratiquement par les dirigeants du parti. Ils avaient liquidé les « Amis de l'Unité » dans la III^e période. Maintenant la ligne est changée : il faut travailler dans les syndicats réformistes. Alors, ils décident de constituer une opposition. Mais ce n'est pas ainsi que se traitent de telles questions. L'existence d'une véritable opposition

Manifeste de l'Opposition Unitaire des métaux de la région lyonnaise

Que veut l'O. U. ?

De 1928 à fin 1930, le syndicat régional des Métaux a vu fondre ses effectifs et décroître son influence.

De 1924 à 1928 notre syndicat issu de la scission avec les anarchistes, s'est développé de façon satisfaisante. Son influence et ses effectifs, la confiance des métallurgistes, le plaça à la tête de toutes leurs luttes, ses campagnes pour les revendications immédiates, son travail pour l'application et le vote de nouvelles lois sociales, son action révolutionnaire, lui avaient valu la prépondérance absolue contre les organisations fantômes des anarchistes et de la C.G.T., ainsi que les plus violentes attaques de la chambre patronale.

Pourquoi la régression actuelle

Une question se pose. Pourquoi notre organisation, si forte, a-t-elle perdu une grosse partie de son influence et de ses effectifs, en une période où la crise économique aidant, le syndicat aurait dû se développer et grouper de larges masses de travailleurs ?

Simplement parce que, oubliant le travail d'une organisation syndicale de masse ou qui doit le devenir, nous avons, au lieu de nous occuper de vieux militants de l'organisation — ceux qui l'ont créée, les dirigeants du syndicat ont depuis le début de 1929 appliqué dans notre organisation, sans aucune adaptation, tous les mots d'ordre du P.C. — lui-même, en pleine période d'erreurs politiques, sous le signe des perspectives fausses de la troisième période. C'est-à-dire : abandon des revendications immédiates, cascade de mots d'ordre — sans action sérieuse pour les faire approuver par les ouvriers et les faire aboutir — pas de position ferme sur la question des A. S., pas d'action pour faire aboutir les lois sociales, congés, délégués à la sécurité, etc. Grève du 1^{er} août. Campagne pour la grève politique et la pollution des lutttes ouvrières, etc. tous mots d'ordres insuffisamment liés aux revendications immédiates et non à la portée des travailleurs ; qui n'ont abouti qu'à décourager les meilleurs syndiqués et à amoindrir notre influence.

Les campagnes de dénigrement contre les militants qui se refusant à approuver pareille politique, les menaces d'exclusion, les lutttes de personnes au sein même de la majorité ont fait le reste.

Aujourd'hui, alors qu'une politique syndicale adroite et se liant étroitement aux usines serait nécessaire pour rendre à notre syndicat son influence, on remplace à la tête du syndicat un permanent, sans réunion — au mépris de toute démocratie syndicale — les sections, sans même mettre la question à l'ordre du jour de la section centrale, convoquée en A. G. — par un jeune militant qui n'a d'autre mérite que d'accepter sans hésitation les ordres du P. C. Nous doutons que ce soit un remède efficace à la crise de notre syndicat.

Le permanent reprend les discours de Chambon sur la nécessité de préparer la grève générale de la métallurgie qui aboutira au même résultat que la campagne menée dans le même but dans la R.P. au printemps 1930... au lieu de se réoccuper de regrouper d'abord, par une adroite politique, les métaux dans une forte organisation qui saura les mener à la victoire.

André Renard.

Il est temps de mettre un terme à la campagne de calomnies des chefs de la majorité contre les militants qui se sont refusés à avaliser la politique qui a conduit à la crise actuelle.

Toute leur tactique consiste à nous traiter de capitulaires, réformistes, froussards, vendus etc. et à nous assimiler au groupe Chambelland qui est, lui, objectivement sur le chemin de la C.G.T. et du réformisme. Ils ont pu ainsi tromper quelques syndiqués mal informés. Ce manifeste, en précisant notre position, mettra fin à cette manœuvre des responsables pour couvrir leurs fautes en semant la confusion.

Nous sommes pour une forte CGTU

Contrairement aux affirmations des dirigeants actuels et considérant que, malgré ses fautes, la C.G.T.U. demeure la seule organisation syndicale révolutionnaire capable de rassembler les travailleurs pour la défense de leurs revendications immédiates, pour la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitaliste, contre les dangers de guerre, contre le chômage, fruit de la rationalisation et des bas salaires, pour la préparation de la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. L'Opposition Unitaire veut travailler uniquement au redressement et au renforcement de la C.G.T.U. et en ce qui nous concerne au redressement et au renforcement du syndicat régional des Métaux.

Pour les revendications immédiates

Considérant que la crise économique vient encore aggraver la situation des métallurgistes, qui ont des salaires insuffisants et sont sous la menace permanente du chômage avec toutes les misères qui l'entraîne, le syndicat doit engager une campagne vigoureuse de recrutement, dans les usines, sur les revendications suivantes : augmentation des salaires ; à travail égal, salaire égal ; application des lois sociales ; lutte contre les heures supplémentaires ; pour la journée de 7 heures sans diminution de salaires comme remède au chômage, — semaine de 44 heures. Congés payés ; secours de chômage vital pour les chômeurs ; droit d'égaux pour les travailleurs immigrés ; défense du droit syndical et d'aisie.

Poursuivre cette propagande d'une façon méthodique et pratique, adapter ces revendications à chaque usine, reconstituer et faire vivre les sections locales, renoncer à toute démagogie, ne pas parler toujours de grève générale devant des salaires vides et alors qu'on n'a pas la possibilité d'y recourir ; reconquérir la confiance de la masse d'abord par une politique saine, puis, ensuite, la préparer aux rudes batailles de demain.

Dénoncer la crise économique actuelle comme le résultat des contradictions du capitalisme, comme un signe d'aggravation de la crise générale du capitalisme, mais ne pas la présenter comme un danger immédiat à l'ordre du jour de la question de la prise du pouvoir pour demain. Elle nous trace le devoir de nous y préparer activement. Dénoncer les dangers de guerre, la guerre couvant sur tous les points du globe et menaçant plus particulièrement l'U.R.S.S. que nous défendons de toutes nos forces — mais la faire en dénonçant la préparation poussée activement par toutes les puissances impérialistes, à coups de milliards — la guerre des avions, des gaz, des bactéries, qui la rendra incomparablement plus meurtrière que la précédente. Ne pas insister à la guerre pour « demain » d'une façon inconsidérée, mais mener contre la guerre impérialiste une telle campagne que nulle campagne guerrière ne puisse atteindre la masse et l'amener à marcher ; mener une active campagne de soutien en faveur des peuples coloniaux et dans la lutte contre l'impérialisme français et notamment en faveur des Indochinois massacrés par milliers et que C.G.T.U. et P. C. n'ont pas su soutenir.

L'Opposition unitaire, groupant des militants qui, dans le passé, ont donné de nombreuses preuves de leurs convictions et de leur ardeur révolutionnaire, qui demeurent fidèles à la lutte des classes, se refusent et se refuseront toujours à se laisser classer parmi les ennemis du communisme.

Malgré ses fautes, ils considèrent que le P.C. demeure le seul parti des travailleurs, le seul lutant contre le capitalisme et pour la prise du pouvoir par le prolétariat. Ils lutteront en accord avec lui chaque fois que sa politique sera juste et correspondra aux possibilités des syndicats et aux nécessités de la situation.

Tout en reconnaissant le rôle révolutionnaire du P.C. l'Opposition se refuse, dans l'intérêt des organisations ouvrières, à accepter le principe « dogmatique » du « rôle dirigeant » du P.C. Le « rôle dirigeant » d'une tendance au sein du mouvement syndical ne peut être imposé par les décisions de congrès. Il doit se conquérir par le meilleur travail d'une tendance au sein des organisations, en gagnant la confiance des syndiqués sans les mettre dans l'obligation de se prononcer pour ou contre un parti.

Le « rôle dirigeant » tel que le P.C. l'applique est un obstacle à la réalisation d'un syndicalisme de masse. Les syndicats doivent être ouverts réellement aux ouvriers de toutes tendances acceptant la lutte de classe ou ne seront jamais des syndicats de masses.

La question de l'Unité, des A. S., doivent également être mises au premier plan des préoccupations syndicales. Sur les A. S. en adoptant une position nette sur la question de la Caisse Primaire et de l'escroquerie que la loi constitue pour les travailleurs ; mener la lutte d'une façon pratique.

Sur l'Unité ; tout en dénonçant la position des ex-scissionnistes de la C.G.T. alliés actuels des Chambelland et Cie, l'O. U. est pour l'Unité avec tous les travailleurs résolus à engager la lutte contre le capitalisme sur le terrain des revendications immédiates et de la lutte de classe, dans la pleine liberté des tendances, pour un large front unique dans les usines.

En conclusion, l'opposition qui n'a d'autres vues que la réorganisation et le renforcement de la C.G.T.U., qui ne tend qu'à œuvrer en vue du redressement de notre syndicat, qui n'a d'autre but que rassembler de larges masses sur des mots d'ordre en rapport avec la capacité de lutte des travailleurs, pour une énergique action syndicale et révolutionnaire, fait appel à tous les militants sérieux, à tous les syndiqués pour l'aider dans sa tâche et invite tous ceux qui, à tort, ont quitté l'organisation, à rejoindre leur section syndicale (ou à les reconstruire) et le syndicat en vue du redressement nécessaire, pour imposer la démocratie et une meilleure organisation du travail syndical. L'O. U., en vue de l'examen de la situation du syndicat et pour y remédier, exige la convocation rapide du congrès syndical.

En dénonçant le rôle néfaste des confédérés au service du patronat et la position confusionniste et sectaire du syndicat anarchiste, en appelant les métallurgistes à réaliser contre le capitalisme leur front unique de classe, l'Opposition unitaire des Métaux a conscience de dégarer le syndicalisme des formes sectaires et démagogiques et de travailler à la réalisation d'un véritable syndicalisme de masse qui pourra sans faille reculer le patronat et mener les travailleurs à la victoire.

L'Opposition unitaire de la région lyonnaise.

A tous nos correspondants

En raison des fêtes du Nouvel-an, nous prions nos camarades correspondants de nous envoyer leur copie pour le samedi soir, le LUNDI MATIN au plus tard.

C. G. T. U. I. S. F. OPPOSITION UNITAIRE

La conférence nationale de l'Opposition Unitaire aura lieu à la Bourse du Travail, sous les auspices du Syndicat du Bijou, le Dimanche 28 Décembre.

- Ordre du jour :
- 1° Rapport du secrétariat provisoire ;
 - 2° La plate-forme de l'Opposition Unitaire (discussion sur la base du projet du camarade Don manget) ;
 - 3° L'Unité syndicale (le manifeste des 22) ;
 - 4° Organisation de l'O. U. et nomination des organismes de direction.

Le secrétariat provisoire de l'Opposition Unitaire.

Pour la conférence nationale de l'Opposition Unitaire

(Suite de la première page.)

que la tactique néfaste de Monmousseau-Gillon ne l'empêchait pas de distinguer et de dénoncer les manœuvres des chefs réformistes torpillant les grandes grèves du Nord.

Le C.I.S., assailli par la Ligue communiste, a souvent usé de la diversion du « trotskisme ». Il s'agissait de faire peur à l'Opposition unitaire avec un épouvantail que Chambelland avait emprunté à l'arsenal stalinien.

Nous rejurons ce « trotskisme » inventé pour les besoins de la fraction stalinienne et il est normal que Chambelland se souvienne que Trotsky a — parmi les premiers — mis en lumière le réformisme dissimulé du C.I.S., mais nous n'avons nullement la crainte d'apparaître ce que nous sommes.

Où, nous sommes des communistes. Des communistes qui luttent pour le retour de l'Internationale Communiste ce qu'elle était du temps de Lénine. La lutte que nous menons pour redresser, pour régénérer l'I.C., suppose, en France comme partout, un mouvement syndical de masses influencé par le communisme.

C'est pourquoi nous voulons travailler, nous, Ligue communiste, à sauver, à renforcer la C. G. T. U. C'est le but de l'Opposition unitaire. Ce n'est pas le but du C.I.S. qui travaille pour le réformisme. Nous soulèverons la première et nous combattrons le second.

La Conférence nationale de l'Opposition unitaire se tient à un moment où apparaît la faille de la politique et des méthodes staliniennes et où la plate-forme du C.I.S. se révèle d'une manière éclatante, comme l'expression du réformisme dans la C.G.T.U. C'est assez dire l'importance que prendront les débats et les résolutions de la Conférence du 28.

Il faut que l'Opposition unitaire élabore un programme d'action concret. Il faut qu'elle détermine clairement sa base politique. Il faut qu'elle puisse se donner une organisation qui lui permette d'agir.

Nous sommes sûrs que le 28 des pas décisifs seront faits dans cette voie et qu'ainsi l'Opposition unitaire pourra travailler efficacement à « sauver la C.G.T.U. » et aussi à faire d'elle « une centrale révolutionnaire de masses. »

NOTE

La fin de l'étude du camarade Trotsky « Les succès du socialisme et les dangers de l'aventurisme », paraîtra dans le prochain numéro, ainsi que la suite de l'article « Où en est l'économie française ? »

Notre position en face du chômage

Le chômage n'est plus niable en France. Depuis trois mois le nombre de chômeurs s'accroît de façon accélérée. Les statistiques officielles sont tout à fait insuffisantes pour faire connaître l'étendue du chômage, mais elles peuvent cependant indiquer son rythme de progression.

Si l'on constate qu'au 4 octobre 1930, il y avait 1.004 chômeurs secourus et qu'au 29 novembre, il y en avait 4.893, on s'aperçoit avec quelle rapidité le chômage s'est accru depuis moins de deux mois. C'est ainsi, par exemple, que depuis trois semaines, le nombre des chômeurs augmente à la cadence de mille par semaine. Encore ne s'agit-il que de chômeurs secourus, les chômeurs non secourus étant au moins quatre ou cinq fois plus nombreux. Le mouvement du placement donne également un aperçu de l'aggravation de la situation. En juillet 1930, il y avait 9.655 demandes d'emploi non satisfaites. En octobre, il y en avait 14.708, soit une augmentation de plus de 50 p. 100. En juin 1930, il y avait 20.948 offres d'emploi non satisfaites. En octobre 1930, il n'y en avait plus 11.775, soit près de moitié moins. En d'autres termes, il y avait en juin 10.853 offres de plus que de demandes, en octobre 1930, il y a eu au contraire, près de 3.000 demandes de plus que d'offres. On sent bien là une aggravation sérieuse. Les industries les plus touchées sont les textiles, les cuirs et peaux, les industries du vêtement, les industries de luxe, la métallurgie (surtout l'automobile).

Dans quelles conditions apparaît et se développe le chômage en France ? Le chômage apparaît dans une conjoncture de crise générale du capitalisme international, crise qui, depuis six mois, s'est étendue à l'économie française. Cela signifie assez clairement que le chômage actuel en France n'est pas accidentel, qu'il doit s'étendre encore sérieusement et qu'il est appelé avec une amplitude plus ou moins grande à exister de façon plus ou moins chronique.

Il faut noter que la crise de l'économie française présente la particularité suivante. Les ex-

portations françaises de produits fabriqués ne cessent de décroître, tandis que les importations de produits manufacturés ne cessent d'augmenter.

La moyenne mensuelle d'importation d'objets fabriqués qui était de 126.000 t. en 1928 et de 176.000 tonnes en 1929, s'élève malgré la crise, à 166.000 t. pour la moyenne des six mois, allant de mai à octobre 1930. La moyenne nouvelle d'exportation d'objets fabriqués qui était de 441.000 t. en 1928, de 447.000 t. en 1929, tombe à 407.000 t. pour la moyenne des six mois allant de mai à octobre 1930.

Ceci veut dire que dans la crise générale actuelle, le capitalisme français fait défaut devant les capitalistes concurrents, lesquels, devant l'Allemagne, sont parvenus à un degré de rationalisation encore plus fort que lui. Il est bien évident que les capitalistes français, pour remédier à ce désavantage, vont tenter l'impossible pour augmenter leur pouvoir de concurrence et leur préférence « solution » sera une nouvelle offensive contre les salaires, offensive déjà largement amorcée. Si on ajoute que la crise de chômage se développe à travers une période de dépression du mouvement ouvrier, alors que les organisations révolutionnaires sont très faibles et que les potentats de la C. G. T. Lafayette et du socialisme ont fait la preuve qu'ils étaient prêts à toute abdication et à toute trahison, on comprendra à quel point il est nécessaire que les communistes examinent avec soin le problème du chômage en France et proposent des solutions sérieuses. Il faut en effet absolument empêcher que le chômage ne serve à l'abaissement des salaires, à la lutte contre les ouvriers étrangers révolutionnaires, à la désagrégation des organisations ouvrières (par des antagonismes entre ouvriers chômeurs et ouvriers travaillant), à la baisse du potentiel révolutionnaire des masses, alors que l'U. R. S. S. se trouve dans une situation grave que le capitalisme cherche à exploiter. Il ne faut pas que se renouvellent en France les erreurs du P. C. allemand vis-à-vis de ses chômeurs. En Allemagne le P. C. a été incapable de mobiliser les chômeurs et de larges couches de chômeurs to-

talement désorientés votent pour Hitler et renforcent la menace fasciste.

Il faut parvenir à lier les chômeurs au mouvement révolutionnaire. Il faut entraîner les chômeurs dans la lutte et faire en sorte que celle-ci serve à fortifier les organisations révolutionnaires et parvienne à lézarder les édifices réformistes. Il faut unir sur une même plate-forme les intérêts des sans-travail à ceux des organisations révolutionnaires et de l'U. R. S. S. eux-mêmes solidaires des intérêts du prolétariat mondial.

Que faire pour atteindre ces buts ?

Travail d'éducation

Il faut montrer que le capitalisme est la seule cause du chômage en maintenant les masses dans une grande misère pendant qu'une petite minorité de profiteurs réalise des profits châtés par un rythme de production désordonné. Il ne faut pas se contenter d'affirmer, il faut donner quelques chiffres. Il a été calculé par exemple que si chaque Chinois pouvait acheter chaque année un centimètre de plus de tissu de coton, il n'y aurait plus de chômage dans le textile anglais. Il faut démontrer la solidarité de classe existant entre les chômeurs et les ouvriers qui travaillent, futurs candidats du chômage.

Il faut, tout particulièrement, lutter contre l'esprit nationaliste borné qui porte encore trop d'ouvriers à protester contre les travailleurs étrangers qui gagnent péniblement leur vie dans ce pays. Il faut montrer que les ouvriers étrangers ne viennent pas en France pour leur plaisir, qu'ils ont été chassés de leurs pays par les forces de réaction ou par le chômage, qu'ils ont été, comme cela est le cas pour de larges masses, appelés en France par des contrats mensongers. Il faut montrer que les ouvriers étrangers sont les victimes du régime capitaliste.

C'est ainsi que les travailleurs français doivent soutenir beaucoup plus énergiquement qu'ils ne le font, les ouvriers révolutionnaires étrangers que la bourgeoisie française chasse brutalement et qu'ils doivent chercher à éveiller la conscience des autres.

La lutte contre la xénophobie doit être à l'ordre du jour des organisations révolutionnaires, car la xénophobie menace de faire de grands ravages dans la classe ouvrière et surtout permet au fascisme de s'y introduire. La xénophobie prend des formes variées, parfois même anodines en apparence ; il faut y veiller et c'est à juste titre qu'un membre du Comité central

du P. C. a signalé que se manifestait dans le parti une certaine hostilité à l'égard des ouvriers étrangers. Il faut extirper tout élément de xénophobie en unissant dans le travail Français et étrangers (et aussi étrangers de différentes nationalités), en rejetant tous ces pseudo-arguments qui font appel aux qualités particulières des Français (« cela ne convient pas au caractère français, etc. ») Les mots d'ordre concernant l'M.O.E. doivent être établis en vue d'assurer l'égalité des travailleurs étrangers et des travailleurs français. La suppression du passe-port, de la carte d'identité, de la réglementation de la M.O.E. doivent être les revendications présentées aux travailleurs sur nos organisations.

En outre, elles doivent prendre énergiquement en main la défense des militants étrangers qui seront particulièrement visés par la répression gouvernementale. Les difficultés inhérentes à la propagande dans la M.O.E. font que, là plus que dans tout autre domaine, la solidarité doit être une égalité ; il faut assurer le travail, la protection, la vie des militants étrangers. Des affaires comme celle de Sarrouville sont inadmissibles.

Mots d'ordre

Un travail d'éducation ne peut pas être suffisant. Il faut avec des mots d'ordre justes dans des organismes appropriés, conduire les chômeurs à la lutte.

L'Opposition communiste de Gauche propose que soient organisés de larges comités de chômeurs avec des délégués permanents auprès des syndicats C. G. T. et C. G. T. U. Il faut que la formation des comités de chômeurs soit étudiée sérieusement par industrie et par région, et qu'on ne constitue pour lui un palliatif à la crise de chômage, tout en fortifiant l'économie soviétique. Lutter pour la collaboration économique avec le prolétariat, tout particulièrement des chômeurs, au lieu de s'établir sous la pression des nécessités impérieuses de l'économie soviétique en dehors du contrôle du prolétariat des pays capitalistes et de l'U. R. S. S., comme cela a été le cas pour l'accord entre Grandi et Litvinoff, visant la construction par les chantiers navals italiens de navires soviétiques. Il sera facile de rendre populaire ce mot d'ordre de collaboration économique avec l'U. R. S. S., en démontrant aux chômeurs quels avantages ils peuvent attendre de cette collaboration par l'entrée en France de matières premières de première nécessité, alimentation, etc. à des prix moins chers que les prix nationaux, et par la remise en activité des usines, pour la fabrication de l'outillage absolument nécessaire à l'U. R. S. S. Ce mot d'ordre de collaboration avec l'U. R. S. S. doit s'accompagner de la formation d'un comité de développement des rapports économiques avec l'U. R. S. S. comprenant une large participation de délégués des syndicats et des comités de chômeurs. Les communistes dans ces organismes, devront montrer tout l'intérêt pour le prolétariat mondial d'une collaboration qui, provisoirement, ne constitue pour lui un palliatif à la crise de chômage, tout en fortifiant l'économie soviétique. Lutter pour la collaboration économique avec le prolétariat, tout particulièrement des chômeurs, au lieu de s'établir sous la pression des nécessités impérieuses de l'économie soviétique en dehors du contrôle du prolétariat et d'éduquer les bases du socialisme en attendant une nouvelle vague révolutionnaire. C'est dans ce sens qu'elle voulait un plan quinquennal et non dans le sens présenté par la direction, celui d'un plan de construction du socialisme dans un seul pays qui ne pouvait réussir. De grandes difficultés existent en U. R. S. S. par suite des rythmes exagérés du plan quinquennal et elles menacent directement la dictature pro-

letarienne. Pour la renforcer, pour la défendre, il faut que les communistes fassent appel non seulement aux prolétaires russes, mais à celui du monde entier. Ceux-ci y contribueront en luttant pour obtenir pour l'U. R. S. S. des accords économiques qu'ils contrôleront.

Les chefs réformistes prétendent devant les ouvriers qu'ils trompent, qu'ils sont des amis de la Révolution russe, qu'ils sont pour des relations normales entre l'U. R. S. S. et les états capitalistes, etc., en un mot un certain nombre d'entre eux (ceux de « gauche » principalement) se présentent les meilleurs amis de la Révolution russe. D'autre part, ces mêmes chefs se disent les défenseurs des travailleurs de leur pays à qui ils veulent assurer du travail. Le mot d'ordre de la collaboration économique lie les deux questions et permet de réaliser le front unique des ouvriers socialistes et communistes ; les chefs réformistes sont obligés dans la lutte de montrer s'ils sont sincères ; nous savons que leur politique de « collaboration les amènera à prouver qu'ils préfèrent ne pas lutter contre le chômage si cette lutte aboutissait au renforcement de l'U. R. S. S.

Si les communistes savent travailler sur les bases que nous proposons, en révolutionnaires éclairés, au sein des comités de chômeurs et des comités de développement des rapports économiques avec l'U. R. S. S., ils auront de bien nombreuses occasions, par le travail de front unique avec les ouvriers sans parti et les organisations réformistes, de démasquer les potentats réformistes, véritables valets de la bourgeoisie, prêts à toutes les trahisons et à favoriser toutes les attaques contre l'U. R. S. S.

Un travail bien mené parmi les chômeurs peut ainsi redonner aux organisations révolutionnaires actuellement coupées des masses, une force nouvelle en liant non pas seulement de façon idéologique et verbale, mais de façon matérielle et pressante, leur sort à celui des organisations révolutionnaires et de l'U. R. S. S. Un semblable travail qui doit contribuer au réveil des masses et à la régénération des organisations révolutionnaires pourra seul permettre de résister victorieusement à l'offensive que le patronat entend mener contre les salaires et de s'opposer victorieusement à une intervention armée, toujours possible, contre l'U. R. S. S. dans un moment où celle-ci traverse de sérieuses difficultés et où tout le prolétariat mondial doit se grouper pour défendre les conquêtes d'octobre.

La situation en Belgique

Une tâche essentielle du prolétariat

La crise mondiale actuelle est l'expression du divorce entre la croissance démesurée de la production et la capacité de consommation. C'est là une conséquence de l'anarchie du régime capitaliste dont le système de production a comme base l'entretien et l'accumulation de profits drainés par quelques régimes de la finance.

En dernière analyse, la capacité de consommation est en rapport étroit avec le pouvoir d'achat des ouvriers et des paysans.

Ici (dans ce pays de bas salaires, le produit des capitalistes), les salaires ne sont même pas, dans l'ensemble au niveau d'avant-guerre, et l'accentuation de l'attaque contre toutes les conditions de vie et de travail du prolétariat (loyers des habitations, rationalisation sauvage à l'usine, etc.) et contre les salaires en premier lieu, est le mot d'ordre principal de toute la bourgeoisie belge comme « remède » à la crise présente.

Mais ce « remède » est aussi celui du capitalisme dans tous les autres pays, et cette situation a, avant tout, comme conséquence fatale l'aggravation des antagonismes entre les puissances capitalistes; partout, accentuation du nationalisme, développement et accumulation de causes de nouveaux conflits sanglants plus terribles qu'en 1914-1918.

La bourgeoisie belge réduit donc la capacité de consommation du prolétariat (réduction des salaires des mineurs, métallurgistes, verriers, etc.) et des classes moyennes, qu'elle rejette en partie dans le prolétariat.

Les produits fabriqués ici (métallurgie, verrerie, etc.) sont surtout destinés à l'exportation. En 1929 l'industrie sidérurgique (fonte, fers), par exemple, exportait 85 pour cent des produits fabriqués.

Mais dans les principaux pays acheteurs de ces produits, le capitalisme réduit aussi la capacité de consommation par l'attaque systématique contre les salaires, et contre le niveau d'existence des masses laborieuses.

D'un autre côté, les capacités de la production mondiale s'est accrue depuis 1914 de façon extraordinaire.

Certes, la bourgeoisie, comme elle l'indique, s'efforce de « normaliser » les marchés de Chine, des Indes. Mais elle ne pourrait ainsi trouver à la crise qu'une solution provisoire et précaire.

Car le régime d'oppression qu'implique maintenant le maintien de l'impérialisme, provoque sans cesse de nouvelles guerres de classe (Indochine) et rallume les anciennes. — Il faut dire ici que la bourgeoisie belge (qui avait des capitaux en Russie tsariste) s'acharne maintenant à la suite de la bourgeoisie française et du capitalisme mondial à réintégrer dans celui-ci la Russie des Soviets, marché immense et terre de richesses qu'elle tenterait de coloniser. La contre-révolution rôde autour de la Révolution d'Octobre.

Actuellement la Russie des Soviets a grand besoin d'outilage. La fabrication de celui-ci, permettrait de donner du travail à quelques milliers de chômeurs des pays pays capitalistes. Et nous constatons qu'en ce moment même notre bourgeoisie, comme d'autres, tend à interdire les relations économiques avec les Soviets. Il faut que les travailleurs s'en rendent compte. Nous devons les appeler à imposer à nos gouvernements le « commerce libre avec les Soviets ». Nous devons leur ce mot d'ordre à nos autres mots d'ordre de lutte contre notre bourgeoisie.

Nous savons qu'il ne sera pleinement réalisable que par le renversement du capitalisme. Il est d'autant plus nécessaire d'en faire usage. De plus en plus les travailleurs se rendront compte, que pour subsister, le capitalisme les rejette dans la misère et l'esclavage.

Si d'une part le niveau d'existence des producteurs est en régression, nous constatons d'autre part un accroissement énorme et rapide de la capacité de production (depuis 1914).

Voici quelques chiffres à ce sujet :

Charbon :

Production de 1913 : 22.850.000 tonnes
Production de 1930 : 27.500.000 tonnes
Augmentation 25 pour cent.

Métallurgie :

Production de	1913	1928
en acier	2.405.000 tonnes	3.821.000 tonnes
en fer	2.485.000 tonnes	3.903.000 tonnes
en zinc	51.000 tonnes	75.000 tonnes

(En fonction du territoire, ce pays est en première place pour l'industrie métallurgique dans le monde; au cinquième rang comme pays producteur de fer — chiffre total de production).

(Classé au deuxième rang en 1928 pour l'exportation des produits sidérurgiques aux Etats-Unis).

Construction mécanique (importance) :

Dans le cartel international des « Constructeurs de voitures de chemins de fer (comprenant tous les pays d'Europe, sauf l'Angleterre), voici suivant la capacité de production l'ordre du classement : Belgique : 34,6 pour cent; Allemagne : 28,8 pour cent; France : 13,9 pour cent.

Verre :

En 1913 production totale (verre soufflé) : 41.700.000 m².

La production de verre à vitre s'est accrue de 50 pour cent depuis 1913. Toute la production se fait maintenant à machines; cette production à machines a été multipliée par 10 en sept ans.

Voici la progression de 1913 à 1928 :

Verre soufflé	V. à machines
1923 : 31.000.000 m ²	5.000.000 m ²
1928 : 11.000.000 m ²	42.000.000 m ²
Totaux en 1923 : 36.000.000 m ²	
en 1928 : 53.000.000 m ²	

Ciments :

1913 : 1.500.000 tonnes.
En 1921 = la production de 1913;
En 1922 = 1.800.000 tonnes;
En 1928 = 3.225.000 tonnes.

Cuivre :

(Union minière Haut-Katanga, Société Métallurgique Hoboken).
1920 = zéro.
1926 = 85.000 tonnes
1929 = 125.000 tonnes (15 % de la production américaine).

(A suivre.)

Au Secours Rouge de Bezons

Après le procès de Moscou

Le verdict « de piété » clôturant le procès de Moscou avait troublé de nombreux militants du parti. Plusieurs, que le sophistique article de Cachin n'avait pas convaincu, posèrent la question à l'assemblée du S.R.L., ce qui leur valut d'être appelés « trotskystes ». D'autres, la majorité, pensaient que le membre du Bureau politique devant prendre la parole dans un meeting, le 11 — dévoilerait le véritable motif de la grâce des contre-révolutionnaires.

Hélas! Semard ne pouvait rien ajouter aux déclarations de Marcel. « Oui, nous les avons grâciés pour n'être pas appelés « des sanguinaires », en faisant cela, Ramsine sera convaincu, avec ses semblables de notre clémence et entrera dans la grande famille prolétarienne ». Voilà le ton.

Camarades, la situation est grave, l'optimisme débordant de l'Huma, laisse cependant passer des filets d'inquiétude. Il faut s'apprêter à défendre la dictature prolétarienne, menacée par l'ennemi blanc de l'intérieur et de l'extérieur, misant sur les fautes répétées de la direction de l'Internationale.

Appuyez l'Opposition dans les cellules en exigeant la vérité sur le sens de la grâce, en exigeant la fin du bluff sur le « repentir des savants ».

CAMARADE AS TU ENVOYE TA SOUSCRIPTION?

DANS LE PARTI

Après le Comité Central

Les 9 et 10 octobre s'est tenue une session du C. C. du P. C. français que l'Humanité déclare importante tout en ne lui donnant pas une place en rapport avec ce qualificatif. Le compte-rendu est trop succinct pour savoir s'il y a une discussion, des points de vue différents; il ne permet pas en tous cas aux militants de se rendre compte de la vie de l'organisme le plus haut du Parti. Voyons les questions traitées.

Sur la crise ministérielle, Thorez lie la crise économique dont il donne les aspects généraux (chômage, baisse des prix de gros, etc.). « Nous avions prévu tout cela », dit Thorez; mais alors il ne peut expliquer pourquoi le P. C. ne voit pas les travailleurs se tourner vers lui; en réalité, ce n'est pas « tout cela » que la direction du parti a prévu, mais c'est ce qu'elle a affirmé et ce qui était alors faux. Et son action, basée sur la telle analyse, ne pouvait mener le parti qu'à la mauvaise situation dans laquelle il se trouve. Thorez continue à apprécier de façon erronée la résistance ouvrière. Prenons l'exemple du Nord et du récent vote des syndicats confédérés du textile, il dit : « L'essor des masses est à ce point impossible à nier que les socialistes et les confédérés... ont été contraints de faire voter... le principe de la grève générale... Mais jusqu'où voudrait aller les travailleurs et par conséquent quel programme de front unique les unitaires doivent-ils leur proposer pour restreindre les possibilités de manœuvre des chefs réformistes, Thorez ne cherche pas à le savoir; il faudrait pourtant ne pas recommencer les erreurs des grèves de l'été dernier l'attitude des socialistes est examinée superficiellement; on constate leur « opposition locale » et la participation de Boncour et Varenne à l'appareil bourgeois. Mais la politique du parti socialiste est laissée de côté. Sur les tâches du parti, l'Humanité cite en moins de quinze lignes; quelques mots d'ordre, dont l'un, application de véritables assurances sociales, est à rejeter purement et simplement (ce serait tromper les masses que laisser croire à pareilles possibilités) et la conclusion « notre ligne est juste notre travail insuffisant, il nous faut gagner les masses ». Aucune discussion sur ce rapport n'est mentionnée, pourtant c'était la question essentielle, la situation en France, qu'il traitait.

Sur le procès du parti industriel, Cachin, retour de Moscou, a rapporté le point de vue officiel : « En U. R. S. S., le développement industriel est prodigieux, dans deux années, la puissance de l'U. R. S. S. sera formidable. » On nous raconte cela depuis bien longtemps, et tout à coup, on apprend que les techniciens qui étaient à la direction de l'économie russe sabotaient le travail; ne se rend-t-on pas compte que cela déroute les travailleurs. Comment les choses ont-elles pu marcher si bien, si la direction sabotait? Il faudrait mieux donner des nouvelles exactes. La commutation de la peine a soulevé une émotion dans les masses; au Comité central, puis dans l'Humanité et à la Grange aux Belles, il a fallu expliquer, mais ça prend mal. Cet acte de clémence (?) ne désarmera pas les ennemis de l'U. R. S. S., mais il a semé la confusion chez les travailleurs.

Le problème colonial a été présenté par Doriot, qui constate que cette question est sous-estimée dans le parti. L'exposition coloniale de 1931 doit être l'occasion d'une large agitation anti-impérialiste; ajoutons qu'il ne faut pas attendre les derniers jours pour faire du bruit dans l'Humanité. Le parti a été incapable d'organiser quoi que ce soit pour la venue à Paris de Pasquier, l'assassin des révolutionnaires indochinois. Dès maintenant, il faut envisager quelques brochures courtes, simples, à la portée de tous, décrivant la façon dont les impérialistes ont conquis et exploitent les colonies. Nous attendons la publication de la résolution définissant la ligne politique du parti dans le problème colonial; à cause de certaines formulations ambiguës, sur

« l'étape actuelle de l'évolution coloniale (démocratie bourgeoise) », nous avons quelques craintes d'un retour à la politique opportuniste de 1927 ou Doriot fit ses preuves.

La main-d'œuvre est un des problèmes les plus importants pour les organisations révolutionnaires en France; Frachon le montre dans son rapport, ainsi que la propagande néfaste des réformistes. Les mots d'ordre sur la M. O. E. sont bons, seulement il n'y a pas d'action correspondante. Sur cette seule question, une discussion est signalée. Elle permet de se rendre compte des conséquences de la carence du P. C. pendant des années : dans le parti, Français et étrangers s'ignorent; il n'y a pas pour ceux-ci de littérature accessible; enfin, ce qui est plus grave, au sein même du parti se manifeste « quelquefois une hostilité qui approche de la xénophobie » (un camarade de l'Est). Il y a là un travail d'éclaircissement qui s'impose de toute urgence; il faut éliminer du parti toute tendance à la xénophobie si on veut pouvoir combattre une telle chose dans la classe ouvrière.

La dernière question, celle de l'Alsace-Lorraine, a été présentée par Doriot, qui développa la résolution adoptée à la Conférence de Strasbourg en octobre. Le départ de Huber et autres « communistes alsaciens » a coupé le parti des masses, pour lutter contre les dissidents, le parti reprend leur plate-forme avec d'autres termes : « Nous avons sous-estimé le mot d'ordre de libre disposition du peuple alsacien-lorrain », c'est un retour à l'opportuniste d'il y a quelques années. On rattrapera peut-être quelques cellules par-ci par-là, mais on s'exposera aux mêmes mécomptes; ce qu'il faut en Alsace, c'est lutter sur un programme de classe, de revendications ouvrières en tenant compte des revendications régionales, principalement les revendications linguistiques.

Le Comité central, comme le parti tout entier, ne manifeste pas une vie politique. Toujours la même façon de présenter le problème ligne juste, application mauvaise. Cela ne doit pas persister; il faut que les membres du parti se demandent : « Où mène-t-on le parti? Comment se comporte-t-il au moment où la crise se développe? Quelle est l'ampleur de la crise? Comment évolue-t-elle? Où le chômage se développe-t-il? Comment lutter contre lui?, etc. » Il faut cesser les parolottes du Comité central; il faut par une large discussion, rendre une vie politique au parti.

DANS L'ALLIER

Le courageux anonyme, qui dans l'Emancipateur du 21 décembre 1930, trouve bon d'insinuer que j'avais des relations d'amitié avec Regnier, ferait bien de savoir à l'avenir que la lâcheté n'est pas une vertu communiste. Cet individu écrit : « Chaque fois que le parti s'épure, chasse de son sein des éléments tous indisciplinés ou simplement fatigués, c'est toujours la même histoire. M.M. Dormoy et Regnier qui les avaient insultés quand ils étaient au parti, leur trouvent toutes les qualités dès qu'ils le quittent ou en sont chassés. Bierion, Tournad et Solomon peuvent être fiers de l'amitié hautement affichée pour eux par l'agent de Tardieu, Marcel Regnier et son ami en combines électorales, Max Dormoy ».

Le rapprochement que l'on fait de moi avec Bierion est une stupidité et une infamie. Bierion a démissionné du parti pour rentrer dans le giron socialiste, parce qu'il a abandonné le communisme et abdicé ses idées révolutionnaires; et moi j'ai été exclu du parti sous la fausse accusation d'avoir désagrégé les syndicats, mais en réalité pour délit de tendance. Je reste communiste, avec mes camarades oppositionnels de gauche exclus du parti et de l'Internationale pour leur défense des idées de Lénine. La voie de l'opposition de gauche ne mène pas à Dormoy ni à Regnier mais au renforcement du communisme saboté par la direction. Les fourriers de la bourgeoisie, ce sont les dirigeants omnipotents et incapables qui, par leurs stupidités, font le lit des socialistes et réformistes. On comprend pourquoi

un Regnier peut se réjouir quand il voit des exclusions ou des défections dans les rangs révolutionnaires. Tout ce qui affaiblit le parti fait la joie de Regnier et Dormoy, et dans ce domaine la direction du parti ne manque pas une occasion pour leur donner satisfaction. Le rédacteur anonyme de l'Emancipateur est si stupide, qu'il ne voit même pas quel argument il apporte ainsi aux Régnier et Dormoy.

D'après lui je serais « fier de leur amitié »! Pauvre rédacteur. Il peut voir chaque semaine en lisant dans la Vérité des articles sous ma signature si j'ai des relations quelconques avec la presse pourrie de la bourgeoisie. Pourquoi parle-t-il du Progrès et non de la Vérité?

Mais la Vérité est inconnue à cet anonyme rédacteur. Je ne suis pas fier de la joie manifestée par la presse Régnier et je n'en suis pas fier pour mon parti, car si elle est contente, c'est que quelque chose va mal dans le parti.

Quant aux partis bourgeois ou socialistes, je sais aussi bien que le rédacteur inconnu, qu'on y accepte toutes les frippouilles et tous les transfuges des partis révolutionnaires. Je suis d'ailleurs certain qu'ils s'enrichiront dans l'avenir de quelques-uns qui aujourd'hui hurlent contre les militants de base coupables de sympathie avec l'opposition communiste. Dans le passé les grands défenseurs de la bureaucratie dirigeante ont été les Sellier, Garçery et Marion. Où sont-ils maintenant? Là où ils sont et l'Emancipateur le sait aussi bien que moi, il y a des places vides pour quelques-uns de leurs successeurs actuels à la direction du parti.

A. Tournad.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

Trois assemblées du sous-rayon du 13^e eurent lieu dans la dernière quinzaine du mois de novembre.

La première assemblée le secrétaire du sous-rayon fit un rapport kilométrique qui occupa presque toute la réunion.

La deuxième assemblée un camarade prit la défense de la politique et de l'attitude de l'ancien comité du sous-rayon. Il souligna également, en s'appuyant sur l'attitude de la direction de notre parti dans les A. S., les élections (Belleville-Marseille) que nous sommes en présence d'un changement de la ligne politique.

Entre ces deux assemblées une lettre volée que les oppositionnels de la R.P. avaient écrite au camarade Trotsky fut publiée dans l'Avant-Garde. Je fis à cette assemblée une déclaration politique exprimant l'essentiel des idées de l'opposition de gauche.

Je fus exclu quinze jours après par ma cellule (une voix contre), nullement pour nos désaccords avec la « ligne » mais sur non refus de cesser ma liaison avec la Ligue Communiste. La même chose s'est produite lors de l'exclusion des autres camarades signataires de la lettre.

La base estime que nos conceptions ne sont pas incompatibles avec la qualité de membre du P.C. tandis que les bureaucrates nous traitent de contre-révolutionnaires, unionistes etc. La bureaucratie centriste a deux attitudes. A droite elle laisse faire ou se borne à mentionner timidement les fautes. Voyez Barbusse qui, après les saloperies écrites dans Monde plastronne au nom de notre parti au congrès de l'ARAC; voyez Berthoin qui se sert au récent meeting du 13^e la main à Longuet et avérit courtoisement M. Blum à la Chambre qu'il viendra lui apporter la contradiction. En Russie on déporte et on fusille les oppositionnels, on les persécute dans les isolateurs.

Des camarades me reprochent d'avoir écrit dans la Vérité? Il faut qu'ils comprennent que les décisions du 15^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et du 6^e congrès mondial stipulent que quiconque se réclame du point de vue du camarade Trotsky est exclu de l'I.C. Annulez ces décisions, et réintégrez l'opposition de gauche, rétablissez la démocratie dans le parti et cessez de qualifier les critiques politiques de malsaines (voir la Résolution du Comité régional du 8.11. page 6) et il ne

viendra à l'idée de personne de faire du travail fractionnel ou d'écrire dans des organes paraissant hors du contrôle du parti.

A la troisième assemblée : Réfutation de l'opposition de gauche selon la méthode habituelle qui consiste à nous attribuer des idées que nous avons jamais exprimées. Ensuite une résolution est présentée condamnant l'ancien Comité du sous-rayon, le « trotskysme » et approuvant la célébration des 40 années de paix de M. Cachin. La résolution est adoptée à l'unanimité moins 4 voix.

Les trois assemblées n'ont apporté aucune solution aux tâches urgentes. Il est nécessaire d'éditer un tract contre le chômage et l'offensive patronale contre les salaires, prenant également la défense des ouvriers étrangers.

Des meetings doivent être faits d'une façon coordonnée dans les quartiers ouvriers avec objectif central « lutte contre le chômage et les A.S. ». Ce qui n'empêche pas de faire intervenir différents orateurs expliquant les événements internationaux et coloniaux.

Pour la défense des révolutionnaires indochinois aucun travail n'a été organisé dans les rayons.

Robert.

DANS LA RÉGION TOURANGELLE

L'Avant-Garde de cette semaine publie sous la signature officieuse de la région du parti un communiqué ignoble accusant le camarade Chavegrand d'être un indicateur et un policier. Nous relatons d'autre part le meeting de Tours. Celui-ci était annoncé avec la participation de Gilbert. Chacun sait que Gilbert est secrétaire de l'ARAC. Mais au lieu et place de Gilbert venait un autre camarade que de nombreux militants tourangeaux reconnaissent immédiatement. Au cours de la discussion, celui-ci joua sur le nom qu'il portait indistinctement. Chavegrand l'invita à cesser ce jeu sans plus d'autres commentaires. Pour cela, la région tourangelle du parti accuse aujourd'hui Chavegrand d'être un indicateur, un policier, car, dit-elle dans l'Avant-Garde, ce camarade est Cornavin.

Ce papier de la région tourangelle soulève l'indignation de tous les militants sérieux. Une accusation aussi infamante déshonore ses auteurs quand elle est portée dans de telles conditions. Mais elle appelle d'autres commentaires.

La première question qui se pose est celle de la participation de Cornavin sous le nom de Gilbert, nom du secrétaire de l'ARAC à ce meeting. Qui s'employait à créer la confusion, l'équivoque, qui jouait à un jeu aussi dangereux?

La deuxième question est celle-ci. Qui, le lendemain, a mis dans les conversations et les rapports sur la figure du Gilbert du meeting le nom de Cornavin? Qui écrit aujourd'hui ce nom éclairant désormais la police sur la physionomie actuelle de Cornavin? La région tourangelle du parti.

Ces agissements apparaissent comme des plus louches et cette façon de crier « au voleur » comme des plus inquiétantes. Il y a, portés à des postes de direction par la politique actuelle, des individus troubles. Dans la région, nous avons déjà posé sur les agissements de Gohard des questions précises restées sans réponse. Aujourd'hui cet article s'ajoute à ces questions. Il faut aussi indiquer que, profitant de l'emprisonnement de Bourgoin, Gohard a installé un impuissant à la direction régionale. Ensemble, ils ont chassé Bourgoin à sa sortie de prison. Si nous ne sommes pas d'accord avec Gohard qui s'est lié à la politique des 100 pour cent, nous devons dire qu'il est un ouvrier, et qu'il s'efforce de bien faire. Son élimination et l'instauration en maîtres à la région du parti des Gohard et des Biéret, leurs exploits, leurs actes, ont une signification des plus grandes.

Les ouvriers du parti, inquiets, doivent avec nous, demander des explications et des comptes.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slaves 32, r. de Ménilmontant. Paris.

Discussion sur la question syndicale

Sur l'unité et le front unique

Comme nous l'avons indiqué la semaine dernière, la discussion est ouverte à tous les membres du parti et de la C.G.T.U.

Bien entendu, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Seuls les articles non signés, ou signés par les organismes responsables de la Ligue, engagent l'Opposition.

Je voudrais répondre à l'article du camarade Le Gléo paru dans le dernier numéro et indiquer à cette occasion quelle me semble devoir être la position de communistes conséquents sur le problème de l'Unité. Je déclare tout de suite que je suis pour le rejet de la formule de l'Unité et pour la lutte sur la base du Front Unique.

Il est extraordinaire que dans tout article Le Gléo n'ait pas évoqué une seule fois la question de la politique actuelle de la C. G. T. Pour une confédération unique, oui, c'est évidemment l'idéal, tout le monde est d'accord. Mais, camarade Le Gléo, nous sommes en 1930, en France, et il faut examiner le rapport qui nous est donné entre l'idéal et la réalité actuelle.

Il ne faut pas rabâcher les thèses des 3^e et 4^e Congrès de l'I. C. mais en prendre l'esprit et conclure en face des faits nouveaux. Lors de ces congrès la scission n'était pas établie, la voie nouvelle de la C. G. T. n'était pas aussi clairement dégagée. Maintenant il existe en France une organisation révolutionnaire et une autre qu'il s'agit d'analyser avant de pouvoir répondre à la question de la tactique qu'on peut suivre à son égard. Quelle est aujourd'hui la politique de la C.G.T.? telle est la question centrale et décisive. Le camarade sera-t-il oui ou non d'accord, dans ce domaine et ce domaine seul, avec la réponse suivante: la politique de la C.G.T. est essentiellement pro-capitaliste et anti-ouvrière. C'est un mélange du réformisme traditionnel, c'est-à-dire illusion démocratique et chloroformisation, et

« moderne », c'est-à-dire collaboration à tous les échelons et étouffement des luttes ouvrières véritables. C'est la politique la meilleure que le capital financier moderne puisse rêver pour sa masse ouvrière, celle qui mène à la rationalisation d'une part et à la défense nationale d'autre part, celle qui fait des syndicats et de l'Etat un tout qui devient le centre puissant organisé dont ce capital financier a besoin pour la sûreté de ses opérations dans l'arène des impérialismes. C'est un réformisme qui bien plus qu'avant-guerre, on pourrait dire du jour au lendemain, aboutit au renforcement des chaînes bourgeoises d'exploitation contre le prolétariat. La loi des Assurances sociales, œuvre de la C.G.T., en est l'exemple type. On peut d'ailleurs expliquer ces caractères modernes du réformisme et en suivre l'évolution, mais ce n'est pas le lieu ici. L'essentiel est de savoir si, sur cette qualification, il reste encore des doutes dans l'esprit de communistes.

S'il ne persiste aucun doute de ce genre, alors la conséquence est immédiate: les défenseurs du prolétariat ne peuvent poursuivre qu'un seul but: la destruction, la disparition de ces organisations réformistes. Si la question tout de suite se complique, c'est que, par des causes objectives et subjectives diverses, la C.G.T. garde des masses ouvrières sous son influence. Aussi devons nous non pas enlever fût-ce un iota à cet objectif final qu'est la destruction des organisations réformistes, mais le compléter en disant qu'il s'agit ici en même temps de gagner le corps et d'anéantir les cadres, et ce faisant de poursuivre continuellement le succès des revendications quotidiennes communes à tout le prolétariat. C'est dans ce but très clair que les communistes préconisent le mot d'ordre du front unique, et combattent le mot d'ordre de l'Unité.

Qu'entraîne l'Unité au point de vue organisationnel? S'agit-il d'aboutir à un congrès unique après lequel les bureaucraties unitaire et confédérée fonctionneraient avec respect de la démocratie élec-

tive? Qui ne voit tout l'utopique et l'absurde d'un pareil espoir? Se rend-on compte au prix de quoi les deux parties pourraient seulement discuter ensemble? Peut-on soutenir un seul instant que cela n'exigerait pas une abdication de la part de l'aile révolutionnaire, que cela ne perpétuerait pas dans l'esprit des ouvriers l'idée que les cadres réformistes « au malgré tout encore pour eux »? Comment peut-on seulement se proposer de se réunir avec les Jouhaux pour discuter les meilleurs moyens de défendre les ouvriers alors qu'on estime que Jouhaux poursuit le sabotage organisé des intérêts ouvriers? Se rend-on compte quel Himalaya de confusionnisme représenterait dans les conditions actuelles une tentative de ce genre? Et d'autre part pense-t-on ou non que la confiance persistante de nombreux ouvriers dans la C. G. T. est le plus grave danger non seulement pour le succès de la révolution mais encore pour la défense des positions prolétariennes mêmes (conséquence immédiate de la qualification donnée au réformisme)? Comment un marxiste peut-il ne pas comprendre que ce qui est grave dans la situation actuelle, ce n'est pas tant la scission en elle-même mais le fait que l'une des organisations est passée entre les mains de la bourgeoisie? En fait même les partisans métaphysiques de l'Unité, ceux du C.I.S., se rendent compte de ces faits et sont obligés de nous raconter que la C.G.T. est réformable, mais alors la logique de leur position les oblige à vouloir réformer la C. G. T. U. elle aussi; dans leur bouche, et cela s'explique par le but qu'ils veulent servir, qu'oblige, comme nous venons de le démontrer, au confusionnisme et au recul des révolutionnaires, une telle réforme n'arrive plus à signifier comme nous le savons qu'un rejet du communisme. C'est ainsi qu'ils arrivent à leur construction, d'inspiration typiquement petit-bourgeoise, du syndicalisme pur au-dessus de la politique. Il devient à ce moment évident que ce qui détermine leur action, c'est la peur de la révolution, non le désir de la révolution.

D'autres promoteurs d'Unité déclarent se résoudre à la rentrée de la C.G.T.U. dans la C.G.T. La plupart présentent cela comme une des modalités possibles que devront observer les chevaliers du front prolétarien « pur », ce qui par suite ne constitue qu'un paragraphe du C.I.S. Quelques autres toutefois prétendent rester sur les positions communistes qui comportent l'élimination des cadres réformistes, et préconisent cette rentrée (naturellement « lorsque tous les autres moyens ont échoué » et tout le monde sait d'avance qu'ils échouent) précisément dans le but de conquérir la C.G.T. Or en rentrant à la C.G.T., nous devons expliquer notre attitude aux ouvriers. Si

nous leur disons que nous voulons enlever l'organisation de l'intérieur, ils nous répondront d'abord qu'il est bien absurde de dissoudre une C.G.T. pour essayer de la réformer à travers les convulsions de l'autre; et d'autre part la C. G. T. ne nous acceptera pas. Si nous l'entreprenons sans le dire, nous nous discréditons. Dans tous les cas nous aurons à affronter une lutte intérieure d'une acuité extraordinaire, nous y perdrons du temps et des efforts et ne pourrions en sortir que par une nouvelle scission. L'aile révolutionnaire y perdrait son autorité et ses moyens de propagande seraient non pas renforcés mais bien diminués par le poids de l'appareil cégétiste, et les chefs réformistes verraient leur prestige renfloué. La puérilité de ces tendances est étonnante, et résulte de ce que celles-ci ne sont au fond que des désirs masqués de moindre effort et de capitulation. Quant au fait que le mot d'ordre nous gagnerait des masses, d'abord il ne serait pas suffisant pour nous engager dans une voie aussi fuste alors que tout nous impose, dans la voie directement opposée, de ne rien faire qui puisse prolonger l'illusion néfaste de l'Unité et de tout faire pour implanter l'idée d'une unilatéralité de la ligne prolétarienne effectivement profitable. En outre, et ceci sera décisif, un autre plan, qui respecte cette condition, mieux, qui se définit par elle, du front unique, nous le reconnaitrions également capable, lorsqu'il est justement compris, de rallier les masses ouvrières et d'aider puissamment au succès de leurs luttes quotidiennes.

Le front unique peut se définir comme le moyen qui existe pour défendre le plus efficacement possible les revendications actuelles du prolétariat en réalisant en même temps son passage du camp réformiste au camp révolutionnaire. Il consiste à proposer dans tous les cas qui y sont adaptés la lutte en commun des ouvriers unitaires et cégétistes sur un programme précis. Les méthodes de lutte, le programme à défendre, dépendent des circonstances. Seuls des principes stratégiques très généraux peuvent être énoncés comme valables dans tous les cas : existence d'un ensemble d'objectifs très clairement formulés, formes organiques de la direction des luttes toujours conformes aux états des consciences ouvrières, droit de critique préservé dans les organes permanents des deux parties. Si le programme a bien correspondu aux intérêts en jeu et si nous mêmes avons rempli ses engagements sans faiblesse et en particulier avec le maximum d'allant et d'entraînement venant de nous, alors nous réussirons à désamuser les organisations confédérées et à les vider à notre profit. Signalons que le front unique n'est pas une nécessité divine, et que là où l'influence réformiste est faible il ne faut pas être qu'oniste mais aller fran-

chement et seuls de l'avant. Dans tous les domaines, le front unique s'oppose à l'Unité par son caractère concret, actuellement réalisable. Et ceci provient de ce que en dernière analyse la tactique du front unique est la seule qui puisse effectivement servir le prolétariat, celle de l'Unité ne pouvant, finalement, servir, que la bourgeoisie. Pour des communistes, il était évident à priori qu'une lutte victorieuse pour les intérêts matériels des ouvriers ne pourrait en aucune façon aboutir à faire échouer l'aile révolutionnaire dans les bras réformistes mais se caractériserait au contraire par le fait qu'elle concourrait à désagréger l'organisation du réformisme. Si on veut, on peut appeler la tactique que je viens d'exposer (seulement à grands traits), l'Unité de classe ou encore l'Unité dans la C.G.T.U. opposée à l'Unité dans la C.G.T. Mais il faut abandonner le mot d'Unité, parce que, quelles que soient les précautions prises, il a son sens personnel et évoque toujours dans les esprits ouvriers une composition avec la C.G.T. sur le terrain organique. Si quelques camarades mettent en avant le fait qu'il faut malgré tout dans l'état d'infériorité où est actuellement le mouvement ouvrier, réussir quelque chose qui puisse le rassembler pour sa défense immédiate, ils doivent comprendre que le mot d'ordre du front unique est précisément capable d'un rayonnement beaucoup plus immédiat que celui de l'Unité, saboté constamment et ne jouant plus qu'un rôle d'ennemi et de distraction. Ce n'est pas à cause de la détestable direction actuelle de la C.G.T.U., c'est une raison de plus pour combattre celle-ci non sur un terrain de capitulation mais sur le terrain du redressement, et ceci précisément en offrant sans cesse à sa base la perche solide du front unique. Qu'enfin même si elle était réalisable, l'Unité dans les circonstances actuelles ne constituerait aucun « mieux » pour la défense des luttes ouvrières, parce que la C. G. T., il faut se le mettre une bonne fois dans la tête, ne défend plus le prolétariat, elle l'enchaîne. Cela se vérifiera particulièrement dans la crise qui vient où elle collaborera à l'offensive patronale.

Ce qui précède n'entraîne nullement qu'il faille abandonner le travail dans la C.G.T. Il est clair que tout mouvement révolutionnaire solide doit constituer des fractions dans toutes les organisations ennemies où se trouvent des ouvriers. Mais, conformément à la ligne stratégique fondamentale de telles fractions dans la C.G.T. devrait être des fractions de désagrégation au profit de la C.G.T.U. : proposer constamment et partout les programmes de la C.G.T.U. à l'intérieur de l'organisation, conquérir le maximum de postes

et parallèlement donner toujours l'exemple

Comment et pourquoi Staline a fait fusiller Bloumkine

TRAVAILLEURS !

La répression continue à sévir en U.R.S.S. contre les communistes. La politique néfaste menée par Staline conduit au renforcement de la nouvelle bourgeoisie et à la liquidation des conquêtes de la révolution d'Octobre.

L'aile gauche du mouvement ouvrier lutte avec l'opposition pour défendre et étendre la révolution. Ses militants sont déportés ou emprisonnés par centaines. Les ouvriers qui la défendent sont privés de travail, brimés, traqués. Certains de ses chefs l'abandonnent en capitulant devant la politique incohérente et liquidatrice de Staline. Mais les meilleurs, les plus conscients, et les plus courageux continuent la lutte.

Plus s'accroît cette lutte, plus s'étend la sympathie et l'aide du mouvement ouvrier international pour nos camarades oppositionnels en U.R.S.S. plus aussi se renforce la répression stalinienne. Ce n'est pas la répression de classe appliquée par le prolétariat à la contre-révolution. C'est déjà la violence qui atteint l'aile la plus révolutionnaire du prolétariat, les masses ouvrières qui ont fait et préservé la révolution d'Octobre, les communistes qui ont été et sont l'armature de la République des Soviets.

Aujourd'hui, Staline persiste dans cette voie. Il vient de lancer un défi au prolétariat international en faisant fusiller clandestinement un communiste éprouvé, un oppositionnel, notre camarade **Bloumkine**. L'emprisonnement, la déportation, l'exil, ne suffisent plus, Staline inaugure une nouvelle étape de sa lutte contre l'avant-garde prolétarienne en assassinant.

Bloumkine est un vieux révolu-

tionnaire. Il appartenait aux socialistes révolutionnaires de gauche lors de la Révolution d'Octobre. Il participa à l'attentat contre Mirbach le premier ambassadeur de l'impérialisme allemand en Russie soviétique (juillet 1918) et se rallia après au bolchévisme. Il fut dès lors un des pionniers infatigables et dévoués du parti communiste, un révolutionnaire toujours prêt à assumer les tâches les plus périlleuses, travaillant sans relâche pour le parti. Dans le service qu'il occupait encore récemment, il était irremplaçable, et c'est pourquoi bien qu'on le sût oppositionnel, on l'y maintenait.

Staline l'a fait fusiller dans les circonstances qu'indique la correspondance de Moscou, au *Bulletin de l'Opposition russe*, imprimée ci-dessous, en se servant, pour cacher ce crime, des bavardages des oppositionnels qui ont capitulé devant lui.

Ce crime n'est pas occasionnel ; il est le signe du déséquilibre toujours plus grand, toujours plus accusé de la dictature bureaucratique de Staline. Il montre que les classes ennemies, les nouvelles couches petites-bourgeoises, réclament une lutte renforcée contre les ouvriers révolutionnaires et que Staline cède devant elles, malgré les phrases de gauche et le « léninisme » 100 0/0 de son appareil bureaucratique. En frappant la gauche communiste, les ouvriers oppositionnels, Staline recule devant les forces ennemies. Malgré ses zig-zags, il mène la révolution à sa perte, il encourage les social-démocrates et les libéraux contre-révolutionnaires.

Le capitalisme international ne désarme pas devant la révolution

d'octobre. Au contraire. Il lance en avant Kérensky et l'émigration russe contre-révolutionnaire. Mais qui encourage les menées d'un Kérensky? Qui rend l'espoir aux menchéviks, aux social-impérialistes? C'est la bureaucratie stalinienne par sa politique incohérente, et par sa lutte contre les communistes indéfectibles. Chaque pas en avant de Staline contre l'opposition communiste est un pas en avant des forces contre-révolutionnaires.

TRAVAILLEURS !

Le salut de la Révolution d'Octobre est le premier souci de tout ouvrier révolutionnaire. La Révolution d'Octobre continue à vivre et doit continuer à vivre grâce à l'activité de l'aile gauche du mouvement ouvrier. Il faut apporter un soutien effectif à nos camarades en U.R.S.S. Protestez contre l'assassinat de Bloumkine ! Prenez les bureaucrates de vos organisations à la gorge, réclamez, exigez des explications sur la répression anti-communiste en Russie !

Dans le monde entier, l'opposition communiste s'organise et se développe. Sur elle repose l'avenir du mouvement communiste tout entier et en premier lieu le sort de la Révolution russe.

Il faut élargir son influence. L'assassinat de Bloumkine, que la presse stalinienne n'a pas encore osé avouer vous montre avec précision la voie funeste dans laquelle persévère la direction du parti communiste russe et de l'Internationale Communiste. L'opposition communiste lutte pour changer cette voie, pour enrayer la liquidation du communisme qu'engendre la politique fautive des directions officielles des partis communistes.

Le parti communiste français n'échappe pas plus que les autres à cette déchéance. Contre les liquidateurs du centre et de la droite, contre le sabotage de l'activité syndicale, contre l'étouffement bureaucratique, il faut réagir. Il faut travailler activement à la renaissance nécessaire et inévitable du mouvement communiste !

LA VERITE.

Lettre de Moscou

Moscou, 25 décembre.

Vous savez certainement que l'on a fusillé le camarade Bloumkine, et que cela s'est fait à l'instigation personnelle de Staline. Cet acte vil de vengeance agite déjà maintenant de larges cercles du Parti. Mais on s'agite en cachette. On se nourrit de bruits. Une des sources de ces bruits, c'est Radek. Son bavardage nerveux est bien connu. Maintenant il est complètement démoralisé, comme la plupart des capitulards d'ailleurs. Chez I.N. Smirnov, par exemple, cela s'exprime par l'accablement ; Radek cherche, au contraire, à s'en évader en répandant des bruits et des racontars, dont le but est de prouver la profonde sincérité de son « repentir ». Iaroslavsky utilise sans nul doute cette qualité de Radek pour faire courir par lui les bruits nécessaires. Il est utile d'indiquer tout cela pour rendre la suite compréhensible.

On fait circuler, d'après Radek, cette version : Quand Bloumkine est arrivé à Moscou, son premier acte fut d'aller trouver Radek, avec qui il s'était rencontré ces dernières années plus souvent qu'avec les autres camarades et qu'il avait l'habitude de considérer comme un chef de l'opposition, Bloumkine voulait s'informer et voir clair, en particulier comprendre les raisons de la capitulation de Radek. Car il ne pouvait lui venir à l'idée qu'en la personne de Radek l'opposition compte déjà un ennemi acharné, qui, perdant les derniers restes d'équilibre moral ne s'arrête plus devant aucune vilénie. On doit prendre aussi en considération d'une part comme trait de caractère de Bloumkine le penchant à une idéalisation morale des individus, d'autre part le caractère intime de ses relations avec Radek dans le passé.

Bloumkine a fait part à Radek des pensées et des projets de L.D. (Trotsky) dans le sens d'une nécessité de la lutte ultérieure pour ses idées. En réponse Radek, selon ses propres paroles, a exigé de

Bloumkine de se présenter immédiatement au Guépéou et de tout raconter. Plusieurs camarades disent que Radek a menacé Bloumkine, dans le cas où il ne le ferait pas, de le dénoncer immédiatement. C'est très vraisemblable d'après les dispositions actuelles de cet hystérique effondré. Nous ne doutons pas qu'en réalité, cela s'est passé ainsi. Après cela, d'après la version officielle, Bloumkine s'est « repenti », s'est présenté au Guépéou et a remis la lettre du camarade Trotsky qu'il avait apportée. Non seulement cela : *Il aurait même demandé qu'on le fusille* (littéralement). Après quoi Staline aurait décidé de prendre sa demande en considération et aurait ordonné à Menjinsky et à Iagoda de fusiller Bloumkine. Evidemment Staline avait fait entériner cette décision au préalable par le bureau politique, afin de lier les droitiers capitulards. Il est inutile de dire que ces derniers sont allés entièrement au-devant de Staline.

Comment faut-il comprendre cette version officielle ? Son caractère mensonger saute aux yeux. Nous ne possédons pas de renseignements authentiques, puisque Bloumkine, autant que nous le sachions jusqu'à maintenant, n'eut pas le temps de faire connaître quoi que ce soit au dehors (de la prison). Mais la marche réelle des événements découle suffisamment clairement — au moins dans ses traits généraux — de toute cette situation. Après sa conversation avec Radek, Bloumkine se trouvait trahi. Il ne lui restait rien d'autre à faire que de se présenter au Guépéou, d'autant plus que la lettre de L.D., d'après son contenu, ne pouvait sûrement pas ne pas être un démenti à toutes les infamies qui sont propagées ici pour justifier l'expulsion. Y avait-il des adresses quelconques, etc., dans la lettre ? Nous croyons que non, car absolument aucun des camarades que Bloumkine pouvait utiliser pour la liaison n'a été « inquiété ».

Bloumkine a-t-il capitulé ? Si vraiment il avait capitulé, c'est-à-dire avait rejoint la position de Radek, il ne pouvait pas ne pas don-

ner le nom des camarades à qui était destinée la lettre du camarade Trotsky. Mais alors moi-même ne pouvais être épargné... Cependant, je le répète : personne ne fut arrêté. Ensuite si le camarade Bloumkine avait capitulé, le Guépéou ne se serait pas pressé de satisfaire sa « demande » d'être fusillé, mais l'aurait utilisé dans de tout autres buts, car c'était une occasion exceptionnelle. Aucun doute qu'un tel essai a été tenté par le Guépéou, mais qu'il s'est heurté à la résistance de Bloumkine. Alors Staline a ordonné de le fusiller. Et quand se répandit dans le Parti un murmure alarmant, Iaroslavsky fit circuler, par Radek, la version que nous reproduisons plus haut. C'est de cette manière que nous nous représentons cette affaire.

Staline ne pouvait pas ne pas comprendre que le meurtre de Bloumkine ne passerait pas inaperçu dans le Parti et que cela causerait en définitive au « brutal et déloyal » usurpateur beaucoup de dommage. Mais sa soif de vengeance l'emporta. A ce sujet, il y a déjà longtemps que circule dans le Parti le bruit que déjà en 1923, un soir d'été à Zoubalovo (aux environs de Moscou), s'ouvrant à Dzerjinsky et à Kamenev, Staline dit : « Choisir le sacrifice, préparer avec soin le coup, se venger impitoyablement — et après aller se coucher, qu'y a-t-il de plus doux dans la vie ? ». Boukharine a fait allusion à cette conversation (la philosophie stalinienne sur la vengeance douce) dans son récit de la lutte avec les staliniens, paru l'an passé. Les livres de L.D. [Trotsky], ses articles, son autobiographie paraissent à l'étranger. Il est indispensable de se venger. Staline a arrêté sans aucun motif la fille de L.D. Mais comme elle est gravement malade (nécessité d'un pneumothorax), le bureau politique n'a pas osé (malgré l'insistance de Staline, dit-on), la maintenir en prison, d'autant plus que la deuxième fille du camarade Trotsky est morte de la tuberculose il y a un an et demi dans des circonstances analogues. Il s'est borné à exiler, il y a deux mois, le mari

de la fille de L.D., Platon Volkov. M. Nevelson, le mari de la fille de Trotsky qui est morte, est déjà depuis longtemps en prison. Mais cette vengeance est trop ordinaire et par là insuffisante. Le besoin d'une vengeance impitoyable s'est abattu sur Bloumkine, escorté par Radek. Staline a ordonné de le tuer et après... il est allé se coucher.

Votre N.

Note de la rédaction du Bulletin de l'opposition russe

Quoique la lettre de Moscou ci-dessus ne donne pas encore un tableau complet de l'arrestation et du meurtre de Bloumkine, toutefois elle éclaire suffisamment le moment le plus important de cette tragédie. La cause immédiate de la perte de ce révolutionnaire si exceptionnel par son dévouement et son courage réside évidemment dans deux circonstances : dans sa propre confiance idéaliste envers les gens et dans la chute complète de l'homme auquel il s'est adressé. Il est possible aussi que Radek n'ait pas lui-même apprécié suffisamment les conséquences de ses propres actes parce qu'à son tour il idéalisait... Staline.

Au sort personnel de Radek se découvre avec la dernière netteté de sort pitoyable des capitulards. Leur premier stade : « Le centrisme n'est tout de même pas si mauvais que nous l'avions cru. » Le deuxième stade : « Il faut s'approcher des centristes pour les aider dans leur lutte contre la droite. » Le troisième

stade : « Il faut payer le droit de lutter contre la droite par la reconnaissance de la justesse du centrisme. » Enfin le dernier stade : les capitulards livrent le bolchevik oppositionnel aux mains du Guépéou, le vouant à l'extermination.

Maintenant, sur l'autre aspect de la question : le meurtre de Bloumkine s'est produit passé un délai important après l'envoi de la déclaration de Racovsky, Okoudjava et Cassior. La presse bourgeoise et social-démocrate a essayé, comme on le sait, de présenter cette déclaration comme une capitulation, c'est-à-dire comme notre refus de défendre nos idées, dans le but de gagner la bienveillance de l'appareil. La feuille méprisable des menchéviks russes a naturellement écrit aussi dans cet esprit. Un salarié insignifiant du même camp, un certain Rosenfeld, annonça, par le *Populaire*, à la petite bourgeoisie française que l'ancien ambassadeur rouge Racovsky renonçait à ses idées pour regagner quelque poste important. Toute cette vermine humaine juge les révolutionnaires à son aune.

Bloumkine est fusillé parce qu'il s'est trouvé lié à la cause de l'opposition russe, de la même qui a signé la déclaration de Racovsky.

Le détachement révolutionnaire des bolcheviks-léninistes n'a pas besoin de faux amis, encore moins de félons. Il y a devant nous encore trop de difficultés et d'épreuves. « Plutôt moins, mais mieux ». D'un petit groupuscule nous sommes déjà devenus deux fois dans le passé (1905 et 1917) la force historique décisive. Nous ne sommes pas fatigués. Nous connaissons notre voie. En avant !

Le Bulletin de l'opposition russe.

LISEZ TOUS LES VENDREDIS

" La Vérité "

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

45, Boulevard de la Villette. — PARIS (X^e)

LE NUMERO : 0 fr. 50

Abonnements : France : un an : 25 fr. ; Six mois : 13 fr.

En vente dans tous les kiosques